

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Société SORFERT

L'ex-P-DG condamné à 5 ans de prison et à une forte amende

Page 24



Rattrapage des cours après la grève du Cnapeste

**Benghebrit reconnaît que la tâche «n'est pas aisée»**

Bien qu'auparavant, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, rassurait que le retard dans les cours n'était pas important, elle a fini par reconnaître que «la situation dans nos établissements, ceux concernés par la grève, n'est pas des plus satisfaisantes». Le défi de rattraper les retards enregistrés, selon elle, «n'est pas des plus aisés».

Page 2

Jijel

**Une femme percutée mortellement par un train**

Page 24



**L**e général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné, dimanche à Cherchell (Tipasa), l'intérêt qu'il accorde au système de formation de l'ANP, tout en réitérant son attachement au renforcement de l'investissement dans la ressource humaine au sein de

Annulation de la retraite anticipée

## «L'Etat ne reviendra pas sur sa décision»

La décision de l'Etat d'annuler la retraite anticipée sans condition d'âge, ayant soulevé beaucoup de critiques, ne sera pas «revue», selon le ministre du Travail, Mourad Zemali, qui rappelle, dans ce sens, l'énorme déficit de la Caisse nationale des retraites (CNR) qu'il faut combler.

Page 3



Industrie automobile locale

**Le succès conditionné par une intégration progressive**

Page 6



Prix Souad M'hamed des Nations unies des arts

## Fella El Djazaïria lauréate

La chanteuse Fella El Djazaïria a remporté le prix Souad M'hamed décerné parmi d'autres distinctions par le Bureau des Nations unies des arts (Unarts) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), selon la liste des lauréats dévoilée par les organisateurs sur la Toile.

Page 15



Gaïd Salah à l'Académie militaire de Cherchell

## Intérêt au système de formation

l'ANP.

Lors d'une visite de travail et d'inspection à l'Académie militaire de Cherchell Houari Boumediene, le chef d'état-major de l'ANP, accompagné du général-major Ahcène Tafer, commandant des Forces terrestres, et du général-major Ali Sidane, commandant de l'Académie, a présidé une réunion avec les cadres et les élèves de l'Académie où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie via visioconférence par l'ensemble des éléments des unités de la 1ère Région militaire, précise un communiqué de la Défense nationale.

Il a mis l'accent, à cette occasion, sur «l'importance que revêt cette rencontre au regard de l'attention accrue qu'accor-

de le Haut commandement de l'ANP à consentir tout effort susceptible de doter l'Académie militaire de Cherchell, le défunt Président Houari Boumediene, de tout l'intérêt qu'elle mérite pour pouvoir poursuivre avec toute l'efficacité requise, ses efforts dans la formation et pour assumer parfaitement le rôle pionnier qui lui est dévolu, afin qu'elle demeure une véritable pépinière dans la formation des compétences et une source inépuisable alimentant les différentes unités de combat en ressource humaine compétente et qualifiée, leur assurant l'accomplissement parfait de leurs missions», relève la même source.

Page 4





Rattrapage des cours après la grève du Cnapeste

## Benghebrit reconnaît que la tâche «n'est pas aisée»

Bien qu'auparavant, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, rassurait que le retard dans les cours n'était pas important, elle a fini par reconnaître que «la situation dans nos établissements, ceux concernés par la grève, n'est pas des plus satisfaisantes». Le défi de rattraper les retards enregistrés, selon elle, «n'est pas des plus aisés».



Par Karima Nacer

Dans son intervention, lors d'une réunion avec le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (Cnapeste), Nouria Benghebrit a mis en exergue la nécessité d'une évaluation objective et sans complaisance des effets négatifs de la grève qui doit, selon elle «s'éloigner des préoccupations de chapelles pour ne laisser place qu'à la responsabilité que chacun doit assumer dans l'intérêt de l'école et de toute sa composante humaine». Pour elle, relever sans complaisance, avec responsabilité et sans conditionnalité reste la seule voie vers le rétablissement d'un enseignement dont l'objectif est celui de la qualité en direction de tous nos élèves, en appelant à ce que cette préoccupation soit le moteur de nos échanges, dialogue et concertation aujourd'hui, rappelant que les

élèves sont les principales victimes et perdants du mouvement de grève. «C'est pour cette raison que j'affirme qu'il n'y a pas de vainqueur, il n'y a que des perdants, à savoir les élèves et leurs parents, et la réforme de notre école qui subit encore une atteinte à un de ses fondements, un volume d'enseignement à la mesure des exigences pédagogiques définies», a-t-elle expliqué.

Mme Benghebrit a précisé que le ministère de l'Education nationale, en marquant tout son respect à la démarche des enseignants grévistes qui ont cru sincèrement en la justesse de ce mouvement de grève, ne peut passer sous silence certaines dérives auxquelles nous avons assistés. «A vous de choisir maintenant de contribuer sincèrement à l'avancée nécessaire ou de ne pas participer à l'émergence d'une véritable communauté éducative où la compétence, la bienveillance, le partage, la

justice et l'inclusion, la confiance et la recevabilité sont nos repères dans une démarche tout à la fois citoyenne et institutionnelle», a indiqué encore la ministre. Pour elle, la formation palliera aux déficits enregistrés en matière d'éthique et de morale professionnelle ainsi que la connaissance des règlements et des lois régissant les relations à l'intérieur de l'institution scolaire et au sein de la République. «Nous avons présentement à gérer une situation post traumatique où chacun a besoin d'accompagnement», a-t-elle conclu.

Par ailleurs, la rencontre entre le ministère de l'Education nationale et le Cnapeste, ont donné lieu des premiers résultats positifs pour la prise en charge des revendications. Un accord portant sur la mise en place d'une commission commune chargée de trouver les modalités de promotion aux grades nouvellement créés, a indiqué le coordonna-

teur national du Cnapeste, Salim Oualha. A l'issue de cette réunion à huis clos présidée par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, et qui a duré 13 h, le coordonnateur national du syndicat, M. Oualha a déclaré que les deux parties sont parvenues à un accord sur la revendication du syndicat relative à la constitution d'une commission commune pour trouver les modalités de promotion aux grades nouvellement créés (enseignant principal et enseignant formateur), ajoutant que cette commission achèvera ses travaux le 31 mars.

M. Oualha a précisé que la commission œuvrera à définir les quotas de promotion aux grades nouvellement créés dans les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire), rappelant que la ministre avait annoncé qu'un concours de promotion sera organisé au courant de l'année 2018. **K.N.**

### Entretien des routes et des infrastructures Tenir compte des spécificités des régions sahariennes

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a mis l'accent, lundi à In-Amenas (240 km au nord d'Illizi), sur la nécessité de tenir en compte des spécificités naturelles des régions du Sud dans les opérations d'entretien des réseaux routiers et des infrastructures de base.

«Il appartient de prendre en considération la nature et les spécificités sahariennes des régions du Sud, totalement différentes de celles du nord du pays, au vu de leurs étendues et de leurs conditions naturelles, dans les opérations d'entretien des réseaux routiers et des infrastructures», a indiqué le ministre, lors de l'inspection du projet de renforcement des infrastructures de l'aéroport de Zarzaitine d'In Aménas. Après s'être enquis des travaux de réalisation de la piste principale de l'aéroport précité, de 3 200 m de longueur sur 60 m de largeur, actuellement à 86% d'avancement, et de la réhabilitation de la piste secondaire, M. Zaâlane a fait savoir qu'il sera procédé, à l'avenir, au redéploiement de bureaux d'études en tenant compte de ces spécificités, en plus de la fixation d'atelier de laboratoires de contrôle, d'inspection et d'accompagnement des chantiers de projets.

S'agissant du développement des infrastructures aéroportuaires, le ministre a indiqué que les trois aéroports de la wilaya d'Illizi ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et de réalisation de nouvelles pistes pour améliorer les prestations.

«La wilaya d'Illizi aux reliefs difficiles et au territoire étendu, a bénéficié, dans le cadre du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, d'une série de projets pour le désenclavement des populations de cette wilaya frontalière, au Sud du pays», a-t-il souligné.

Le ministre des Travaux publics et des Transports a fait part, dans le cadre du programme de renforcement du maillage routier pour la sécurisation de la bande frontalière, de la réalisation en cours de la RN 53 reliant sur 70 km la région frontalière de Debdeb (Illizi) à la daïra frontalière d'El Borma (Ouargla).

Il a relevé, dans le même contexte, la prise en charge de certains tronçons routiers dégradés au niveau de la route reliant Djanet et Bordj El Haouès, en plus de la prise en charge des doléances soulevées par les autorités locales.

T. N.

Selon le ministre de la Santé

## 22 000 contractuels intégrés dans des postes permanents

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasballaoui, a annoncé, hier à Tiaret, que 22 000 contractuels ont été intégrés, à l'échelle nationale, dans des postes permanents du secteur de la santé.

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tiaret, le ministre a indiqué que 22 000 contractuels au titre du Dispositif de l'assistance à l'insertion professionnelle (Diap)

ont été intégrés dans des postes permanents du secteur de la santé à l'échelle nationale.

Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité d'intégrer au niveau local les contractuels au titre de ce dispositif et ce, dans le cadre de la stratégie adoptée par le ministère.

Par ailleurs, Mokhtar Hasballaoui a invité les responsables de la DSP locale et les chargés du projet de l'hôpital de 120 lits de la daïra de Sougueur à

déposer un dossier, au niveau du ministère, afin de réviser les enveloppes financières destinées à l'acquisition des équipements de radiologie, jugées insuffisantes par la direction du secteur.

Avec le dépôt de ce dossier de réévaluation, ce projet peut bénéficier de la carte sanitaire, conçue pour son équipement en appareils devant assurer des soins de qualité aux malades.

En visitant le projet du centre

Mère-enfant de Tiaret, le ministre a préconisé un réaménagement des structures composant ce centre afin de l'adapter aux missions qui lui sont dévolues.

Ces réaménagements touchant les salles d'accouchement et d'opérations doivent être apportés dans un délai d'un mois avant sa mise en service.

M. Hasballaoui a également inspecté l'hôpital de jour de Haï Keramane, au chef-lieu de wilaya,

où il a appelé à son renforcement en spécialités médicales. Le premier responsable du secteur a aussi procédé à l'inauguration d'une clinique privée à Haï Ettoufah de Tiaret qui prend en charge plusieurs spécialités.

Le ministre poursuivra sa visite en inspectant l'hôpital Youcef Damerdj de Tiaret et l'Institut de formation paramédicale avant de rencontrer son staff formateur et ses stagiaires. **R. N.**



# ÉVÈNEMENT ▶▶

Annulation de la retraite anticipée

## «L'État ne reviendra pas sur sa décision»

La décision de l'Etat d'annuler la retraite anticipée sans condition d'âge, ayant soulevé beaucoup de critiques, ne sera pas «revue», selon le ministre du Travail, Mourad Zemali, qui rappelle, dans ce sens, l'énorme déficit de la Caisse nationale des retraites (CNR) qu'il faut combler.



Par S. A. Mohamed

Le ministre qui intervenait hier au Forum de la Radio nationale a réitéré la volonté du gouvernement de maintenir l'annulation de la retraite anticipée et sans condition d'âge, justifiant cette décision par la nécessité d'une mesure ayant pour but : la sauvegarde du système des retraites. Un amendement à pour rappel été introduit en 2016 instituant une période transitoire de deux années accordant le droit de bénéficiaire de la pension de retraite au profit des travailleurs âgés de 58 ans et plus en 2017 et de 59 ans en 2018 et ayant totalisé au moins 32 années de service effectif. L'invité de la Radio nationale a indiqué, que malgré le plan de sauvetage initié l'année dernière, le déficit de la CNR reste élevé et tourne

autour de 500 milliards de dinars. Le plan en question prévoyait un renflouement de la CNR à travers l'injection d'une somme équivalente à ses créances, c'est-à-dire 500 milliards de dinars. Cette somme devait servir à payer les dettes de la CNR auprès de la Caisse nationale d'assurances sociales des Travaillateurs salariés (Cnas). Selon les propos de M. Zemali, cela n'a pas été suffisant. Dans un autre registre, Zemali a abordé les «faux» arrêts de maladie qui altèrent les équilibres financiers de la Cnas. Selon le ministre, en 2017, il y a eu près de 14 millions de jours d'arrêts de maladie. Un chiffre extrêmement élevé par rapport à ceux d'autres pays où pourtant la population active est plus importante. Le ministre a affirmé, dans ce sens, que les remboursements liés à ces

arrêts de travail représentent un manque à gagner énorme pour la Cnas. Il a indiqué, à ce propos, que les «fraudeurs» seront poursuivis en justice. De même pour les médecins qui délivreront des certificats d'arrêt de travail de complaisance, mettant l'accent sur le fait que la majorité d'entre eux exercent dans le secteur public. Il est vrai que les services de la Cnas ont intensifié ces derniers temps les contrôles à l'encontre des personnes qui multiplient les arrêts de travail ou déposent des arrêts de longue durée. L'objectif étant de mettre un terme à cette saignée qui affecte gravement ses équilibres financiers. En outre, s'agissant de la liste des syndicats «légaux», rendue publique dernièrement par le ministère, le ministre du Travail a assuré que cette der-

nière, «n'est pas une intimidation à l'encontre de certaines parties qui ont appelé, ces dernières semaines, à la grève». Le ministre précisera qu'actuellement, «il y a 102 organisations syndicales, dont 66 de travailleurs et 36 d'employeurs». M. Zemali précise que «des personnes ou groupes de personnes, se présentant comme étant responsables de pseudo organisations syndicales, qui n'ont aucune constitution légale, ont appelé ces derniers temps à des mouvements de protestations». Dans son récent communiqué pour rappel, le ministère a pointé du doigt certains syndicalistes dont l'organisation s'est «auto dissoute» comme le Snategs, de continuer à activer ou d'autres se revendiquant du Snapap alors que ce dernier, est présidé par M. Felfoul

S. A. M.

Selon Mohamed Aïssa

## Les imams algériens en France sont des ambassadeurs de la paix

Par Rachid Chihab

Les imams algériens délégués en France sont appelés à jouer un rôle prépondérant dans la diffusion de la vraie image de l'Islam, celle de la tolérance et de la paix. En effet, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a appelé, hier à Alger, les imams délégués à la Grande Mosquée de Paris à être les «ambassadeurs de la paix» et à faire valoir la véritable image de l'Islam sur le territoire français.

Dans une allocution à l'issue de la session de formation au profit de 19 imams délégués à la Grande Mosquée de Paris, le ministre a mis l'accent sur «l'importance de véhiculer la véritable image de l'Islam qui prône la modération, la tolérance, la coexistence, le dialogue et le respect de l'Autre dans un espace partagé où les lois de la République sont respectées».

Le ministre a exhorté les imams à œuvrer à la promotion du vrai visage de l'Islam et «à accomplir pleinement leur mission». M. Mohamed Aïssa a fait savoir que 100 autres imams seront affectés à des mosquées en France et dans des pays européens pour officier les prières et orienter la communauté algérienne durant le mois de Ramadhan.

Le recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubekour, a évoqué le rôle de la Mosquée de Paris dans la diffusion de l'Islam modéré en France. Il a ajouté dans ce sens que la Mosquée de Paris «prône le respect des autres cultures et œuvre à faire prévaloir la véritable image de l'Islam loin de la politique». M. Boubekour a estimé nécessaire de prémunir la société de tout dérapage et formes raciales.

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé qu'une enquête a été ouverte sur l'affaire des faux visas de la Omra dans laquelle sont impliquées des agences de voyage, faisant remarquer qu'un rapport a été soulevé au ministre du Tourisme et de l'Artisanat à ce sujet. Il a tenu à préciser que le nombre des cas concernés dans cette affaire «n'est pas important, contrairement à ce qui a été rapporté par certains médias».

Notons que des hauts responsables français ont, maintes fois, exprimé leur admiration de l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Certains responsables français sont allés jusqu'à demander la contribution de l'Algérie dans la politique française de déradicalisation.

R. C.

APN

## 94 questions soumises au gouvernement

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a soumis au gouvernement, lors de sa réunion de dimanche présidée par Saïd Bouhedja, 94 questions après en avoir examiné 38 écrites et 66 orales.

Le bureau a émis des réserves concernant «10 questions dont quatre écrites et six orales, la plupart ayant déjà été traitées, d'autres ne répondant pas aux conditions et d'autres ayant été retirées de leur auteurs», indique un communiqué de l'APN.

Le bureau de l'APN «a pris acte

d'un bilan d'évaluation sur les questions soumises au gouvernement dans les délais légaux après les avoir examinées».

Il a, également, examiné «la situation des textes juridiques au niveau des commissions permanentes, prenant acte de l'examen des dispositions du projet de règlement intérieur de l'APN par la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés qui a élaboré un rapport préliminaire relatif au projet de loi portant protection des personnes physiques en termes de traitement de don-

nées à caractère personnel, ainsi qu'un rapport préliminaire relatif au projet de loi modifiant et complétant le Code de procédure pénale», ajoute le communiqué.

Pour sa part, la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle a parachevé l'examen des dispositions relatives au projet de loi sur la santé, alors que la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification a distribué le rapport préliminaire relatif au projet de loi sur

la protection du consommateur et la lutte contre la fraude, ainsi que le rapport préliminaire relatif au projet de loi sur les conditions d'exercice des activités commerciales, indique la source.

La commission de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses procédera à la distribution d'un rapport préliminaire relatif au projet de loi fixant les règles appliquées en matière d'apprentissage, ajoute le communiqué. Par ailleurs, le bureau de l'APN a approuvé un

programme de visites élaboré par la commission des finances et du budget, outre l'examen des fiches techniques d'une journée parlementaire sur «la finance islamique...réalité et perspectives».

Le bureau a également passé en revue les préparations en cours en vue d'organiser, le 6 mars, d'autres journées parlementaires relatives à la célébration de la Journée mondiale de la femme ainsi qu'une journée parlementaire sur l'industrie militaire, prévue le 13 mars à Alger.

H. M.



Gaïd Salah à l'Académie militaire de Cherchell

# Intérêt au système de formation

**Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné, dimanche à Cherchell (Tipasa), l'intérêt qu'il accorde au système de formation de l'ANP, tout en réitérant son attachement au renforcement de l'investissement dans la ressource humaine au sein de l'ANP.**



Lors d'une visite de travail et d'inspection à l'Académie militaire de Cherchell Houari Boumediene, le chef d'état-major de l'ANP, accompagné du général-major Ahoène Tafer, commandant des Forces terrestres, et du général-major Ali Sidane, commandant de l'Académie, a présidé une réunion avec les cadres et les élèves de l'Académie où il a prononcé une allocution d'orientation, suivie via visioconférence par l'ensemble des éléments des unités de la 1<sup>re</sup> Région militaire, précise un communiqué de la Défense nationale.

Il a mis l'accent, à cette occasion, sur «l'importance que revêt cette rencontre au regard de l'attention accrue qu'accorde le Haut commandement de l'ANP à consentir tout effort susceptible de doter l'Académie militaire de Cherchell, le défunt Président Houari Boumediene, de tout l'intérêt qu'elle mérite pour pouvoir poursuivre avec toute l'efficacité requise, ses efforts dans la formation et pour assumer parfaitement le rôle pionnier qui lui est dévolu, afin qu'elle demeure une véritable pépinière dans la formation des compétences et une source inépuisable alimentant les différentes unités de combat en ressource humaine compétente et qualifiée, leur assurant l'accomplissement parfait de leurs missions», relève la même source.

«J'ai affirmé, à maintes reprises, l'intérêt que j'accorde personnellement au message porté par le système de formation de l'ANP qui ne doit pas être exclusif uniquement aux aspects de qualification, de renforcement des compétences, d'apprentissage des connaissances et des sciences militaires aux différents niveaux techniques et technologiques, mais doit également se

singulariser par une vision globale qui a trait à d'autres aspects que je considère comme des motivations fortes et nécessaires pour la formation d'un homme engagé envers son serment, son armée et sa patrie, un homme d'intellect, équilibré et pleinement conscient de l'importance du référentiel historique et de son rôle dans le renforcement des facteurs de raffermissement du sens du devoir», a rappelé le général de corps d'Armée.

«Ceci s'ajoute, absolument, à l'importance d'observer sagement la conjoncture qui domine sur la scène internationale et régionale et d'être conscient des origines et des dimensions de ses variables ainsi que de ces événements accélérés et de leurs répercussions sur la sécurité de l'Algérie et sa défense nationale», a-t-il fait savoir.

«Partant de ce postulat global, l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), continue, avec l'aide d'Allah Le Tout-Puissant, et dans le cadre de la vision stratégique et globale de Son Excellence M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à renforcer son investissement dans la ressource humaine, car elle constitue le plus bénéfique de tous les investissements et considère le système de formation comme la première et la principale matrice de cette démarche vitale et le facteur incontestable de réussite de cette dernière», a-t-il indiqué.

«A dire vrai, la réussite de cette sensible démarche et l'aboutissement de cet investissement nous imposent toujours de prendre en considération les leviers adéquats d'enseignement et de formation qui s'assoient sur le fait que la meilleure démarche pour atteindre les objectifs

escomptés est de bien investir dans les ressources humaines, matérielles et d'infrastructures disponibles, de tirer profit des méthodes pédagogiques modernes et d'admettre que tout exploit effectif réalisé sur le terrain dans le domaine de la formation découle inéluctablement de la réussite du facteur humain en allant de la base jusqu'au sommet, et aussi de l'accompagnement scrupuleux et perspicace des méthodes innovantes de développement que connaît le monde», a soutenu le chef d'état-major de l'ANP.

«De surcroît, il y a une complémentarité et une influence partagée entre le développement de la ressource humaine et la formation, car cette dernière est le moteur, voire le générateur de la ressource humaine», a poursuivi le vice-ministre de la Défense nationale, considérant qu'il «n'y a pas de formation sans ressource humaine et vice versa, parce que la performance des éléments est liée, proportionnellement, à la qualité de leur formation».

M. Gaïd Salah a mis l'accent, en outre, sur «l'importance majeure du référentiel historique et de son rôle dans le renforcement des facteurs raffermissant, chez les personnels, le sens du devoir et l'esprit du dévouement et de loyauté envers leur pays», exhortant l'ensemble à «prendre l'exemple des sacrifices et des hauts faits de nos chouchada et moudjahidine de la glorieuse Révolution de Libération nationale qui ont sacrifié leur jeunesse et leur vie pour leur patrie».

«La Journée du chahid, le mois des chouchada, la Journée de la Victoire et bien d'autres chères commémorations sont des événements historiques phares, accueillis par les mois de février et de mars, des mémoires que le

système de formation ne peut manquer pour transmettre et imprégner leurs enseignements historiques aux jeunes générations, car le chahid est celui qui a sacrifié son âme et son sang pour son peuple et sa patrie, celui qui a donné de sa jeunesse pour l'Algérie, celui qui a écrit l'histoire de sa nation uniquement en lettres de sang», a fait observer le général de corps d'Armée.

«En fait, les générations doivent perpétuer cette vérité absolue qui démontre que tout moudjahid lors de la glorieuse Révolution de Libération était un projet de chahid. Il était prêt et préparé, en tout temps et lieu, à se donner en martyr. Nos vaillants moudjahidine et chouchada n'avaient pas de troisième choix que celui de se sacrifier ou de triompher et rapporter l'une des deux gloires», a-t-il dit.

«L'Algérie, chers jeunes gens, n'a pas obtenu son indépendance sans peine, car sans ces vaillants hommes, Elle n'aurait pu se libérer, ni savourer le goût de l'indépendance et de la liberté. Il est, de ce fait, inadmissible que l'une des générations de l'Algérie indépendante oublie que celui qui a sacrifié son âme et son sang était lui aussi plein de jeunesse, et avait lui aussi le droit de la vivre, mais s'est refusé une vie de fausse liberté, dans une nation enchaînée au joug du colonialisme. Tels sont les enseignements que vous ne devez pas omettre», a indiqué le chef d'état-major de l'ANP.

Le général de corps d'Armée a exhorté, à cet effet, «les responsables de différentes étapes de formation de fournir davantage d'efforts afin d'optimiser le niveau d'enseignement dans ce grand établissement de formation et de le hisser au diapason des attentes de notre armée. Chose

qui ne saurait être acquise sans la mobilisation de tous les potentiels et la synergie de tous nos efforts».

«Pour conclure, je tiens à exprimer, encore une fois, ma satisfaction quant à cette visite à l'Académie militaire de Cherchell qui représente un prestigieux édifice d'enseignement et de formation, autant que je valorise son rôle pionnier et primordial dans le domaine de la formation de l'élite et du développement des compétences et des savoir-faire de la ressource humaine de l'ANP», a affirmé le vice-ministre de la Défense nationale.

«Je tiens également à rappeler, devant vous aujourd'hui à cette heureuse occasion, que notre capital est la ressource humaine dans laquelle nous investissons. Notre investissement est, donc, dans l'homme et pour l'homme. C'est avec cet investissement que nous avons déjà remporté et nous allons encore et grâce à Allah Le Tout-Puissant, rafler tous les futurs enjeux», a-t-il poursuivi.

«Pour ceci, l'ANP continuera son parcours d'investissement aboutissant et fructueux dans cette véritable richesse, à savoir la richesse humaine qui s'articule, pour son développement, sur une attention particulière et sur une stratégie bien étudiée, ambitieuse et souple dans son application. Une stratégie basée sur l'homme créatif et sur la ressource humaine innovante qui représente exclusivement la locomotive de tout effort de développement et de renouveau. Ceux-là sont ceux qui veillent à la sauvegarde des dépôts confiés à eux et honorent leurs engagements», a fait savoir le chef d'état-major de l'ANP.

Le général de corps d'Armée a, par la suite, cédé la parole aux élèves de l'Académie et aux éléments des unités de la 1<sup>re</sup> Région militaire, qui ont «exprimé leurs préoccupations et ont réitéré leur immuable dévouement à l'Algérie et à l'Armée nationale populaire», indique le communiqué.

Il a, par la même occasion, suivi un exposé global présenté par le commandant de l'Académie, portant sur «la situation générale de ce prestigieux édifice de formation et sur le cursus de formation scientifique, technique et militaire qu'il dispense à ses élèves, outre son rôle intrinsèque en matière de formation des élèves au profit de toutes les forces et les directions étant le pivot et la pierre angulaire du système de formation de l'ANP».

Il est à rappeler que la visite du général de corps d'Armée à l'Académie militaire de Cherchell, s'inscrit «dans le cadre du suivi de l'état d'avancement de l'exécution des programmes d'enseignement et de formation au titre de l'année scolaire 2017-2018», selon le communiqué du MDN.

Après la cérémonie d'accueil, le chef d'état-major de l'ANP a éobervé un moment de recueillement à la mémoire du défunt Président Houari Boumediene avant de déposer une gerbe de fleurs sur la stèle commémorative et réciter la Fatiha du Saint Coran à la mémoire de nos valeureux chouchada», conclut la même source. **R. H.**

Pétrole

# Le prix du panier de l'Opep à plus de 61 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi vendredi à 61,58 dollars le baril, contre 62,18 dollars la veille, a indiqué l'Organisation sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend 14 types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela).

Vendredi, les cours du pétrole reculaient légèrement en cours d'échanges européens dans un marché inquiété par la vigueur de la production américaine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 63,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 35 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril cédait 36 cents à 60,63 dollars une heure après son ouverture.

La prudence générale du marché, qui délaisse les actifs

les plus risqués alors que la Maison Blanche a imposé des taxes douanières importantes sur l'acier et l'aluminium, vient s'ajouter dans le cas du pétrole à des données inquiétantes sur la production américaine.

Le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) a ainsi fait état mercredi d'une hausse des stocks de brut et d'essence alors que la production quotidienne avait augmenté.

Le rapport mensuel de la même agence, qui publiait les données pour décembre et novembre, montre pour sa part une production plus importante que dans les rapports hebdomadaires, justifiant les inquiétudes des analystes qui estimaient que l'EIA était jusqu'à présent trop prudente.

«Le bond de la production américaine, qui a fait baisser les prix du brut aux Etats-Unis, a dopé les exportations du pays», a commenté un analyste, qui souligne que «les Etats-Unis

rogneront les parts de marché de l'Opep en Asie».

Pour rappel, dans son dernier rapport, l'Opep a une nouvelle fois revu à la hausse ses prévisions de l'offre américaine cette année, qui selon elle «demeure préoccupante», alors que les prix ont chuté la semaine dernière.

Dans son rapport, l'organisation a revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,4 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue le mois dernier) pour atteindre une offre totale moyenne de 59,26 mbj. Les Etats-Unis ont majoritairement contribué à cette révision avec +0,16 mbj.

L'Opep a ainsi souligné que «la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante» alors que l'organisation et ses partenaires, dont la Russie, ont scellé fin 2016 un accord de réduction de leur pro-

duction visant à rééquilibrer l'offre et la demande mondiale et à faire remonter les prix.

Si les prix ont bien augmenté depuis, les producteurs privés américains, qui ne sont pas tenus par l'accord, en ont profité pour relancer de plus belle leurs exploitations de pétrole non conventionnel, qui sont redevenues rentables.

En outre, le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC) a indiqué récemment que l'Opep et ses partenaires ont réduit leur production, en janvier dernier, au-delà de leurs engagements, atteignant un taux de conformité «exceptionnel» de 133%.

Le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis, Souhail al-Mazrouei, qui assure la présidence tournante de l'Opep, avait affirmé s'attendre à un marché pétrolier mondial équilibré cette année.

R. T.

## Exploitations agricoles Attribution de 188 000 actes de concession

Au total 188 000 actes de concession ont été attribués aux exploitations agricoles, a indiqué dimanche à Bouira le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

Au total 213 000 exploitations agricoles collectives (EAC) sont concernées par cette opération dont 188 000 ont déjà reçu leurs actes de concession, a précisé le ministre au cours de sa visite d'inspection et de travail à Bouira, où il a inspecté et inauguré quelques projets relevant de son secteur.

M. Bouazghi a souligné en outre que des commissions locales avaient été installées pour attribuer le reste des actes de concession.

«Sur décision ministérielle, ces commissions sont appelées à accélérer les démarches d'attribution des actes de concession restant dans certaines wilayas du pays», a-t-il dit lors d'un point de presse.

«L'opération se poursuit toujours et tout le reste des actes de concession pour les EAC sera attribué d'ici à la fin 2018», a assuré le ministre.

Abdelkader Bouazghi a assuré, par ailleurs, que l'Etat a pris en charge le problème lié à la cherté de l'aliment du bétail, notamment l'orge, dont le prix durant l'année 2017 estimé à 2 700 DA avait été jugé trop cher par les éleveurs et les maquingons.

Reconnaissant que des problèmes et des perturbations dans les prix de l'aliment du bétail, dont l'orge, ont été constatés en 2017, le ministre a rassuré que «le problème a été pris en charge par l'Etat qui a consacré une enveloppe financière de plus de 10 milliards de dinars pour subventionner ce produit dans le cadre de la loi de finance 2018».

M. Bouazghi a relevé que le prix actuel de l'orge est de 1500 DA le quintal et ce grâce au soutien de l'Etat. «Les éleveurs et les maquingons se sont beaucoup réjouis de cette mesure», a souligné le ministre, qui inaugurait une foire agricole organisée à M'Chedallah (Est de Bouira) avec la participation de 65 exposants des différentes filières.

Par ailleurs, M. Bouazghi a évoqué la question inhérente à la production laitière, précisant que l'Algérie ne produit que 900 millions de litres sur une capacité globale de quatre milliard de litres.

Le ministre a appelé les différentes parties à oeuvrer davantage pour arriver à cet objectif dans les années à venir, tout en assurant que son département avait pris toutes les mesures nécessaires pour lutter contre une éventuelle perturbation dans la distribution du lait durant le mois de ramadhan prochain.

Pour ce qui des différents programmes agricoles portant sur la plantation d'oliviers, la production s'étendra jusqu'aux Hauts plateaux et dans le sud d'ici trois à cinq ans, a précisé le ministre.

L'Algérie produit annuellement plus de 80 millions de litres d'huile d'olive. Sur les 60 millions oliviers, il n'y a que 36 millions qui sont actuellement productif. «Il reste 24 millions d'autres oliviers qui sont en cours de maturité. Avec ce chiffre et les autres programmes, la production oléicole sera très importante dans les quelques années à venir», a souligné M. Bouazghi.

R. N.

# Le Brent à plus de 64 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole montaient lundi en cours d'échanges européens dans un marché sans entrain alors que la production libyenne aurait été à nouveau perturbée mais que les perspectives d'une production abondante à moyen terme ont été confirmées par l'AIE.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 64,62 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 25 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril prenait 40 cents à 61,65 dollars.

Les livraisons de l'oléoduc qui part du champ pétrolier libyen de Sharara auraient été interrompues dimanche, selon l'agence Bloomberg.

«Un plus petit champ pétrolier libyen est déjà fermé depuis une semaine, ce qui signifie que la production libyenne est limitée de 400.000 barils par jour», ont estimé les analystes de Commerzbank.

La production a fortement augmenté en Libye. Ce pays est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), mais si les autres pays de l'organisation ont limité leur production en 2017 pour rééquilibrer le marché mondial, la Libye avait été exemptée de participer à cet effort en raison des perturbations géopolitiques dont le pays

souffre.

Par ailleurs, l'Agence internationale de l'Energie (AIE), qui a publié lundi ses prévisions à cinq ans sur le marché pétrolier, estime que la demande devrait augmenter de 6,9 millions de barils par jour (mbj) d'ici à 2023, à 104,7 mbj, tirée par la Chine.

Les capacités de production mondiales devraient pour leur part progresser de 6,4 mbj pour atteindre 107 mbj à la même échéance, essentiellement grâce aux Etats-Unis.

L'augmentation de la production permettra de largement répondre à la croissance de la demande jusqu'en 2020, juge l'AIE.

R. N.



Industrie automobile locale

# Le succès conditionné par une intégration progressive

**La participation active au processus de fabrication avec une intégration nationale progressive constituent la condition sine qua non du succès de l'industrie automobile en Algérie, a affirmé hier à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi.**



**S'** exprimant lors de l'ouverture des premières Journées techniques sur la sous-traitance véhicules, M. Yousfi a indiqué que l'objectif n'est pas le montage des véhicules, même s'il constitue un jalon nécessaire d'apprentissage, mais plutôt la participation active au processus de fabrication avec une intégration progressive : «C'est la condition sine-qua-non du succès de l'implantation et du développement pérenne de l'industrie automobile dans notre pays».

Le ministre a aussi rappelé que dans sa quête pour le développement de l'industrie automobile, l'Algérie «ne part de rien» puisque cela fait une cinquantaine d'années que la Snvi produit des véhicules industriels «bien appréciés» par les utilisateurs, et ce, avec un taux d'intégration supérieur à 80%.

A ce propos, il a considéré que même si la technologie n'est pas des plus récentes, une expérience et un savoir-faire ont été acquis avec une main d'oeuvre qualifiée et motivée.

Abordant le secteur industriel en général, M. Yousfi a relevé que grâce aux dispositifs d'aides et d'appuis incitatifs mis en place depuis plusieurs années dans le cadre des programmes successifs du président de la République, l'Algérie assiste à «une véritable renaissance

de l'industrie nationale après une période difficile».

Il a, dans ce contexte, relevé qu'entre 2001 et 2016, le nombre de création de PME annuellement a plus que doublé en passant de 43 000 à 109 000, ajoutant que le nombre de projets industriels a été multiplié par sept (7) en passant de 350 en 2010 à 2 500 en 2017, alors que le montant des investissements a été multiplié par 11 durant la même période.

Selon lui, ces investissements concernent toutes les filières dont celles liées à l'industrie automobile.

Couplés à l'élan sérieux que prennent les industries sidérurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, textiles, cuirs, unités de verre et de peinture, les projets de Sonatrach permettront, par ailleurs, aux entreprises de disposer de matières plastiques de plusieurs natures et de produits pétrochimiques divers, a-t-il avancé.

Il a cité en exemple l'entrée en activité prochaine d'usines de fabrication de pneumatiques alors que d'autres similaires sont en phase de projets.

En matière de matériaux de construction, le ministre a rappelé qu'après en avoir été gros importateur, le pays en est devenu un net exportateur à partir de l'année en cours, ajoutant que d'ici quelques années, la production du ciment, par exemple, dégagera un excédent de

30% destinés à l'exportation.

Pour la sidérurgie, avec les projets en cours et une production prévue de 12 millions de tonnes à l'horizon 2022, l'Algérie arrivera à satisfaire ses besoins en produits sidérurgiques, a prévu le ministre en indiquant que les exportations du secteur industriel en général commencent à prendre forme.

## Augmentation progressive des exportations industrielles

En fait, a-t-il poursuivi, près de 1.700 PME et une cinquantaine de grandes entreprises sont déjà présentes sur le marché international, sachant que la part de l'industrie dans les exportations hors hydrocarbures est passée de 50% en 2014 à 66% en 2015 et à plus de 70% en 2016.

Le ministre a, par ailleurs, estimé que les énormes investissements consentis depuis le début des années 2000 dans les infrastructures de base (enseignement, santé, transport), comment à porter leurs fruits et ont notablement contribué à ce dynamisme que connaît le secteur industriel.

Aujourd'hui, quelque 300.000 diplômés sortent chaque année de la centaine d'institutions universitaires existantes dans toutes les

wilayas du pays, tandis que des dizaines de milliers de chercheurs exercent dans les nombreux centres de recherche auxquels s'ajoutent plusieurs entreprises dotées d'unités de Recherche et Développement.

Pour lui, tous ces facteurs permettent d'affirmer que l'Algérie «dispose aujourd'hui des moyens indispensables pour démarrer et développer cette industrie» en contribuant, ainsi, à poser un jalon supplémentaire dans le processus de la diversification de l'économie.

Organisées lundi et mardi, ces premières Journées techniques sur la sous-traitance automobile rassemblent un grand nombre de participants nationaux et étrangers dont des constructeurs automobiles (donneurs d'ordre), équipementiers, entreprises sous-traitantes (receveurs d'ordre) et experts.

Cette rencontre vise à encourager et à faciliter un dialogue responsable entre l'ensemble des parties prenantes dans la constructions automobile.

Pour rappel, la facture d'importation des véhicules finis (toutes catégories) et des collections CKD/SKD destinées à l'industrie de montage des véhicules a augmenté à 2,13 milliards de dollars en 2017 contre 2,12 milliards de dollars en 2016.

Cette facture globale est marquée par la prédominance des importations des CKD/SKD (84% de la facture) qui se sont chiffrées à plus de 1,8 milliard de dollars en 2017 contre 897,35 millions de dollars en 2016, en hausse de plus de 904 millions de dollars (+101%).

Quant à la facture d'importation des véhicules finis (Véhicules de Tourisme et ceux de Transport de Personnes et de Marchandises), elle est passée à 328,22 millions de dollars en 2017 contre plus de 1,22 milliard de dollars en 2016, soit une baisse de près de 894 millions de dollars.

T. H.

Ministère du Commerce

## Benmeradi s'entretient avec le chef de mission du FMI pour l'Algérie

■ Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a reçu, dimanche à Alger, le chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Algérie, Jean-François Dauphin, accompagné d'une délégation d'experts de cette institution financière internationale, en présence de cadres de son département ministériel, indique un communiqué du ministère. Lors de l'entretien, les deux responsables ont examiné plusieurs questions économiques, notamment celles relatives au secteur, en sus des stratégies adoptées par le ministère au double plan interne et externe, et toutes les facilités accordées par le secteur pour la relance du développement, la promotion du produit national et la protection du consommateur, ajoute le document. A cette occasion, le ministre a assuré la garantie d'un climat positif et des facilités administratives en faveur des investisseurs algériens et étrangers, selon la même source. Le chef de mission du FMI pour l'Algérie s'est dit satisfait des données et explications qu'il a reçues de la part de M. Benmeradi, pour la promotion du secteur du commerce, soulignant le rôle de ce dernier dans le développement économique.

Reda A.

Solution inédite de Haya ! Business

## Nouvelle solution dédiée aux professionnels : vivez et partagez une expérience unique du haut débit avec Sahla box de Ooredoo

■ Ooredoo élargit sa gamme de solutions adaptées aux professionnels et lance sa nouvelle offre Sahla box proposant de nombreux avantages Voix et Internet à ses clients Entreprises. Sahla BOX est une solution permettant aux professionnels de profiter pleinement du réseau 4G de Ooredoo avec la possibilité de se connecter à Internet même après épuisement du forfait en passant à un débit réduit, de bénéficier d'appels en illimité vers le réseau Ooredoo 24H/24 et 7J/7 et de profiter de minutes offertes vers les autres réseaux. Cette nouvelle solution 4G de Ooredoo permet également aux clients souscripteurs à l'offre de transférer ou partager leur connexion Internet avec d'autres lignes Haya ! business du même compte. Disponible à partir de 6 990 DA, l'offre propose une Box 4G ainsi qu'un mois offert pour chaque année souscrite. Le client a la possibilité de choisir l'un des deux forfaits proposés : - Sahla box 2500 : offrant un crédit de 2 500 DA valable vers tous les réseaux et 8 Go d'Internet et ce pour 2500 DA par mois.

- Sahla box 5000 : offrant des appels illimités vers Ooredoo 24h/24 et 7j/7, 120 minutes d'appels vers les autres réseaux ainsi que 20 Go d'Internet et ce pour 5000 DA par mois.

La Sahla box offre aussi la possibilité de recharger des forfaits exclusifs adaptés aux besoins des professionnels :

- La Recharge 2 000 DA qui comprend 2000 DA de crédit (Appels et SMS vers Ooredoo) et 5 Go d'Internet

- La recharge 4 000 DA qui comprend des appels illimités vers Ooredoo et 12 Go d'Internet

Afin de permettre à ses clients de maîtriser leurs forfaits en toute simplicité et praticité, Ooredoo lance l'application Sahla Box App, une solution mobile, première du genre en Algérie. Cette application inédite permet au client de faire profiter ses collaborateurs de volumes Internet en mobilité sur leurs smartphones ou tablettes.

A travers cette nouvelle solution, Ooredoo apporte à ses clients Entreprises des avantages adaptés à leurs attentes et une expérience unique et inégalée de connectivité à haut débit afin de les accompagner de manière optimale dans leur transformation digitale.

Communiqué

Loi de règlement budgétaire 2015

# La commission des finances du Conseil de la nation auditionne le ministre des finances

**L**a commission des affaires économiques et des finances du Conseil de la nation a tenu dimanche, une réunion dans le cadre de l'examen du texte portant règlement budgétaire 2015, durant laquelle elle a écouté un exposé exhaustif sur ce texte, présenté par le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a indiqué un communiqué du

Conseil de la nation. Lors de la réunion présidée par M. Ahmed Ouraghi, président de la commission, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, le ministre des Finances a évoqué les principaux indicateurs de l'impact de l'exécution des dépenses publiques sur plusieurs secteurs, la politique sociale de l'Etat et l'amélioration des condi-

tions de vie des citoyens, a précisé le communiqué. M. Raouya a abordé également les principales normes d'encadrement macroéconomique et budgétaire de la loi de finances 2015, ainsi que ses résultats et sa mise en oeuvre, outre les dépenses de fonctionnement et d'équipement et les résultats de l'application des opérations relatives au Trésor, indique-t-on de

même source. La réunion a été marquée par un «débat riche et responsable» entre le représentant du gouvernement et les membres de la commission, qui ont évoqué plusieurs thèmes économiques et financiers pertinents.

Le ministre des Finances a répondu à l'ensemble des interrogations, préoccupations et observations des membres de la com-

mission, apportant les précisions nécessaires à leur sujet, a ajouté la même source.

La réunion du Conseil de la nation s'inscrit dans le cadre de l'élaboration d'un rapport préliminaire relatif au texte portant règlement budgétaire 2015, en prévision de sa présentation ultérieure lors d'une séance plénière, conclut le communiqué.

R. N.



Zones rurales et enclavées à El Oued

# Dix cliniques mobiles pour la prise en charge des cas de rougeole

Au total 10 cliniques mobiles ont été déployées à El Oued pour la prise en charge des personnes atteintes de la rougeole à travers les zones rurales et enclavées et contribuer à freiner la propagation de la maladie qui a fait déjà 643 cas selon un bilan arrêté à ce jour par les services de la santé.



Le wali d'El Oued, Abdelkader Bensaïd, a fait état, lors d'une visite d'une des zones où s'est répandue la maladie, de la mise en place d'une cellule de crise dans la localité de Rebbaba (10 km de la commune de Ogla), pour suivre l'évolution de la situation, ainsi que de 10 cliniques mobiles pour la prise en charge des cas de malades à travers les zones rurales et enclavées.

Au moins 643 cas de rougeole, dont quatre décès, ont été enregistrés à travers 25 com-

munes de la wilaya d'El Oued, a-t-on précisé au service de prévention de la direction locale de la santé et de la population (DSP), à la lumière d'un bilan arrêté à ce jour. Les quatre décès, trois enfants de moins de 11 mois et un trentenaire, ont été confirmés par les analyses de laboratoire comme étant dus au virus de la rougeole, a affirmé le chef de service de la prévention, Kamel Dif, ajoutant que 80% des cas de rougeole ont été enregistrés chez les enfants de moins de 5 ans.

Pas moins de 48 cas

sont encore à l'hôpital sous suivi médical de la part d'un spécialiste en maladies contagieuses, à savoir 11 adultes au niveau de l'établissement public hospitalier Benamar Djilani et 37 enfants à l'établissement hospitalier Mère-enfant Bachir Bennacer, selon M. Dif qui précise qu'«aucun de ces cas n'est en soins intensifs».

Selon le chef de service prévention de la DSP d'El Oued, il a été procédé, à titre préventif afin de circonscrire la maladie et freiner sa propagation, au lancement depuis déjà une semaine d'une campagne

de rattrapage de vaccination contre la rougeole, ayant permis jusque-là la vaccination de 32 961 personnes à travers les structures de santé dans les 30 communes de la wilaya.

Cette campagne, qui intervient dans le cadre des dispositions préventives préconisées par le ministère de tutelle, vise à freiner la propagation de la pathologie et tenter de toucher les 63% de la population ciblée n'ayant pas répondu à la campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole lancée en milieu scolaire en 2017, selon la même source.

H. M.

Fixation des dunes à Bougarn (Naâma)

## Résultats probants selon la Conservation des forêts

La région steppique de Bougarn, située dans la commune d'El Bayouh à 100 km au nord de Naâma, a enregistré des résultats sensibles en matière de lutte contre la désertification à travers la fixation des dunes, a-t-on indiqué dimanche à la Conservation des forêts.

La Conservation des forêts a concrétisé dernièrement des actions visant à régénérer le couvert végétal dans cette région constitué d'Alfa, de thym, d'armoise et autres essences, qui ont eu un impact direct sur l'avancée du sable et l'amélioration des revenus des éleveurs locaux. Les pâturages se sont considérablement détériorés au cours des dernières années par la surexploitation et la faible pluviosité, a souligné le conservateur des forêts, Ould Youcef Mohamed.

Ces opérations ont porté sur la fixation des dunes à travers 100 ha et la plantation pastorale sur une superficie de 150 ha permettant à régénérer ces zones, en plus de la disponibilité du fourrage pour l'aliment du bétail. Les travaux ont atteint un taux de réussite de plus de 80%, selon le même responsable.

Les travaux qui ont nécessité une enveloppe financière de 26 millions de DA ont contribué à créer un écosystème équilibré et à assurer des ressources financières aux collectivités locales à travers la location des surfaces steppiques par la commune après récupéré ses composantes fourragères en l'espace de 24 mois, outre la protection contre l'ensablement de la RN 95 reliant les communes d'El Bayouh (Naâma) à Rdjem Demmouche (Sidi Bel Abbès), selon la même source.

Il a été procédé, au village de Bougarn, à la plantation de 110 000 plantes de type atriplex halimex (gtafa localement) dans le cadre de la réhabilitation des pâturages et à la création de points d'eau au profit des éleveurs pour l'abreuvement du cheptel.

A noter que la Conservation des forêts a réalisé plusieurs projets dans la commune d'El Bayouh durant la période allant de 2009 à 2017 dont l'attribution de 60 unités photovoltaïques, l'aménagement de trois puits, la distribution gratuite d'oliviers et d'amandiers pour une superficie de 172 ha, l'aménagement de 10 km de pistes et la remise de 390 têtes ovines et 52 têtes bovines à des chômeurs des zones pastorales.

H. M.

ONG internationale MedPan

## Un projet pour renforcer la communication sur les îles Habibas

Le réseau gestionnaire des aires marines protégées en Méditerranée (MedPan) vient de valider un projet pour le renforcement de la communication et la sensibilisation sur les îles Habibas (Oran), a-t-on appris des initiateurs du projet.

Proposé par l'association écologique marine Barbarous, le projet de renforcement de la communication autour des aires marines protégées (AMP) des îles Habibas s'étale sur une année, incluant plusieurs activités de communication et de sensibilisation sur l'importance écologique de cette zone, a indiqué à l'APS, le secrétaire général de cette association, Amine Chakouri.

Le projet vise à sensibiliser les décideurs et les acteurs locaux sur l'importance de la protection effective de l'AMP des îles Habibas, a souligné M. Chakouri, ajoutant qu'il s'agit, par ailleurs, de développer un plaidoyer afin de contribuer à mobiliser des financements durables pour la gestion de l'AMP des îles Habibas.

La réserve naturelle marine des îles Habibas est la première aire protégée instituée en Algérie (2003). Elle est également la première aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (Aspim) déclarée en 2005, a rappelé le secrétaire général de l'association Barbarous, désignée comme partenaire du Commissariat national du littoral (CNL).

L'expérience de la gestion de cette AMP peut servir de modèle pour le processus de mise en place de protection de la biodiversité marine en Algérie, a-t-il estimé, signalant que les premiers processus de protection et de gestion/conservation ont été initiés au niveau de cette AMP.

C'est également au niveau de l'AMP des îles Habibas que les opérations pilotes d'appui international (méditerranéen) ont été mises en oeuvre (Ffem, AFD, CDL, MedPan) ont été initiées, a-t-il fait savoir.

Les agences de coopération et les organisations régionales de conservation se sont intéressées à ce site du fait de son caractère biostratégique pour le bassin méditerranéen, voire pour son importance internationale quand il s'agit de certaines espèces comme le goéland d'Audouin, a-t-il noté.

R. L.

Mascara

# 23 plantes aromatiques recensées en milieu forestier

La Conservation des forêts de Mascara a recensé 23 espèces de plantes aromatiques et médicinales au niveau du secteur forestier de la wilaya, aptes à l'exploitation par le privé, a-t-on appris dimanche du chef de service gestion du patrimoine forestier.

Tama Mohamed a déclaré que les techniciens de la conservation des forêts ont recensé, à la fin février dernier, 23 espèces de plantes aromatiques et médicinales réparties sur les forêts de Nesmoth, Zelamta, Chorfa, Oued El Abtal, Menaouer, Aïn Frah, Mamounia et Aouf, indiquant que l'opération de recensement se poursuivait avec la coopération des chercheurs et enseignants de l'université de Mascara.

Les espaces boisés disposant de plantes aromatiques et médicinales

seront exploités sur les plans économique et commercial par le privé à travers des autorisations d'exploitation obtenue par adjudication.

Une rencontre s'est tenue dernièrement par la Fédération nationale des professionnels de plantes et produits naturels pour organiser des opérateurs en exploitation des plantes aromatiques et médicinales au niveau de la wilaya, couronnée par la création d'une section de wilaya de la fédération et sera suivie par celle d'un conseil professionnel de la filière composé d'opérateurs et de représentants de banques, de chambres professionnelles et d'associations versées dans ce domaine et autres.

L'intérêt accordé à l'exploitation des plantes aromatiques et médicinales intervient, selon le chef de service gestion du patrimoine fores-

tier à la Conservation, au titre de la politique du gouvernement visant à exploiter les atouts naturels dont dispose le pays et le secteur forestier en particulier et à mettre en place une politique de renforcement de l'exploitation des surfaces agricoles en milieu boisé.

L'activité économique sera organisée dans le secteur forestier par la création de conseils professionnels locaux en trois filières concernant le liège, le bois et le charbon, outre les plantes médicinales et aromatiques.

Par ailleurs, 902 ha de surfaces boisées aptes à l'exploitation agricole ont été recensés, répartis sur 93 périmètres et 14 communes. Ils seront exploités en arboriculture fruitière, plantes sylvicoles, pépinières et petits élevages, a-t-on encore fait savoir.

R. L.



Ouargla

# Plusieurs opérations de développement agricoles réalisées



**Plusieurs opérations de développement d'activités agricoles et de désenclavement ont été concrétisées à travers différentes communes de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris dimanche du Commissariat au développement de l'agriculture en régions sahariennes (CDARS).**

Inscrites dans le cadre des programmes du CDARS pour la période 2014/2016, ces opérations ont porté sur la réalisation durant cette période de six (6) km de pistes pour le désenclavement de dix (10) zones agricoles situées à travers les communes d'El-Hedjira, M'naguer, N'goussa, Ouargla et Sidi-Slimane.

Ces projets visent, outre le désenclavement, l'extension des exploitations agricoles, la dynamisation de la vie économique,

ainsi que la facilitation de la commercialisation des produits agricoles locaux dans ces régions à vocation agricole, a précisé le commissaire au développement de l'agriculture en régions sahariennes, Slimane Hannachi.

La réalisation de dix (10) puits traditionnels au niveau de la zone de Debdaba (commune d'El-Alia), de dix (10) forages profonds au niveau des zones d'Ouargla, N'goussa, El-Alia, et Sidi Slimane, et l'équipement de 23 forages pour mobiliser les ressources hydriques destinées à l'irrigation agricole, font aussi partie des opérations concrétisées durant cette période.

M. Hannachi, qui a fait état également de la réalisation d'un réseau de 59 km pour

l'électrification de ces zones agricoles, en plus de l'installation de cinq (5) transformateurs électriques, a révélé un montant de plus de 387 millions DA consacré à la réalisation de cinq (5) opérations portant extension de la surface agricole (2.510 ha) et la réhabilitation de palmiers (2.000 ha).

Le CDARS, dont le siège est à Ouargla, œuvre à l'accompagnement technique des agriculteurs, éleveurs et investisseurs dans les régions sahariennes et semi-sahariennes, à travers des rencontres régionales, des journées de sensibilisation et de vulgarisation et des visites de terrain en vue d'initier les agriculteurs aux nouvelles techniques mises en œuvre dans les activités agricoles.

Y. T.

## Vaccination de 105.260 ovins contre la clavelée

Près de 105.260 ovins ont été vaccinés contre la clavelée à travers la wilaya d'Ouargla, dans le cadre d'une campagne de vaccination lancée au deuxième trimestre de 2017 et achevée dernièrement, a-t-on appris lundi auprès de l'inspection vétérinaire relevant de la direction locale des services agricoles (DSA).

Pour les besoins de cette opération préventive, l'inspection vétérinaire a acquis 110.000 doses de vaccins en deux tranches (90.000 puis 20.000) auprès du laboratoire

vétérinaire régional de Laghouat, en plus de la mobilisation de 23 vétérinaires (dont 18 relevant du secteur public), a-t-on précisé.

Concernant la prémunition des ovins et caprins contre la brucellose, il a été procédé jusqu'ici à la vaccination de 10.441 têtes, a fait savoir l'inspection vétérinaire qui fait état de la mobilisation pour les besoins de l'opération de 30.000 doses de vaccins du laboratoire vétérinaire régional de Laghouat.

S'agissant de la prévention de la fièvre aphteuse chez les bovidés, l'opération, qui se

poursuit toujours, a touché 780 têtes, sachant que la campagne de dépistage de la maladie a permis de déceler quatre (4) positifs qui ont été soumis à l'abattage sanitaire, a-t-on fait savoir. Le dépistage de la gale chez les ovins a donné lieu, quand à lui, à la découverte de cinq (5) cas positifs durant l'année 2017, est-il ajouté. La wilaya d'Ouargla compte une richesse animale de près de 140.000 têtes d'ovins, 40.000 caprins, 35.000 camélidés et un millier de bovidés, selon les données de la DSA.

T. M.

Réalisation des projets routiers à Illizi

## Encourager l'utilisation des matières premières locales

Le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a appelé, dimanche à Illizi, à l'encouragement de l'utilisation des matières premières locales dans la réalisation des projets routiers dans cette wilaya dans le Sud du pays.

"Il appartient de recourir à l'utilisation des matières premières locales dans l'exécution des projets routiers dans cette wilaya du Sud du pays, à travers la création de carrières et de sablières locales pour créer de la richesse et de l'emploi", a affirmé le ministre, lors de l'inspection du projet de réalisation du chemin de wilaya 2 (CW-2) reliant Illizi et Oued-Samen sur 150 km.

M. Zaâlane a procédé en outre à l'inauguration du laboratoire des travaux publics Sud (unité d'Illizi) qui assure, entre-autres missions, le rapprochement des organismes de l'Etat chargés du contrôle technique des routes au lieu d'avoir à se déplacer, pour les études et analyses, au laboratoire de la wilaya de Ghardaïa.

Le ministre a indiqué que le programme du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, qui a consacré ces

dernières années un volume de financement de 70 milliards DA, "a largement contribué au désenclavement et à la sécurisation de la bande frontalière et à la fixation des populations des régions frontalières."

M. Zaâlane a indiqué, par ailleurs, que les efforts sont déployés pour rattraper le retard accusé par certains projets, dont ceux des gares routières, appelées à réguler et organiser le transport routier dans cette wilaya.

La wilaya d'Illizi connaît actuellement la réalisation de trois gares routières de différentes classes, au chef lieu de wilaya, In-Amenas et la wilaya déléguée de Djanet, livrables fin de 2018.

S'agissant de l'ouverture de nouvelles dessertes aériennes de et vers Illizi, le ministre des Travaux publics et des Transports a fait savoir que cette opération "est tributaire des moyens de la compagnie aérienne Air Algérie".

Poursuivant sa visite de travail dans la wilaya d'Illizi, Abdelghani Zaâlane a inspecté le chantier de la gare routière (de classe B), avant d'écouter, sur site, un

exposé sur les secteurs des travaux publics et des transports.

Dans le cadre du projet de renforcement de la RN-3A, dans son tronçon reliant sur 100 km la wilaya déléguée de Djanet à la localité frontalière de Tinelkoud, inauguré ce jour, le ministre a souligné que l'action du secteur s'articulait actuellement autour du développement du réseau routier, aussi bien pour le raccordement des zones frontalières que pour la liaison avec les wilayas limitrophes, à l'instar de Tamanrasset.

Abdelghani Zaâlane a mis en service également une route longue menant vers la zone d'Ali Demma, sur une distance de 130 km.

Sur site, une présentation a été faite à la délégation ministérielle sur le projet de modernisation de la route N 55 reliant, sur 150 km, la commune de Bordj El-Haouès aux zones de Serouent et Oued-Ideles, en allant vers Tamanrasset, et dont les travaux ont atteint les 48% d'avancement.

Le ministre a appelé à l'accélération des travaux de réalisation de ce projet pour le livrer dans les délais fixés à juin 2018.

K. M.

Médéa

## La rénovation du réseau AEP achevée avant mai prochain

Les travaux de rénovation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), en cours dans la ville de Médéa, seront achevés avant le mois de mai prochain, a indiqué dimanche un responsable local. Entamée à la mi-février, cette opération cible 15 quartiers, ventilés à travers la commune de Médéa. Elle permettra, une fois terminée, d'alimenter des milliers de foyers à partir d'un nouveau réseau de distribution, en remplacement de l'ancien réseau devenu vétuste, a indiqué à l'APS le chef de daïra de Médéa, Brahim Boumaaza.

Les travaux ont touché, depuis le lancement de l'opération, 11 quartiers, dont ceux de Benkheroubi, Merdj-Chkir, Ain-Larais, Ras-Beida, Bati, Guezaagza et Koutab, alors les autres quartiers sont programmés pour la mi-Mars courant, a-t-il précisé. Dix entreprises de réalisation, dont sept sont déjà opérationnelles, ont été engagées pour mener à bien cette opération destinée à l'amélioration de la distribution d'eau potable au niveau de cette agglomération urbaine, qui compte environ 200 mille résidents, a fait savoir le responsable. Le projet de rénovation est appelé à réduire le phénomène de déperdition d'eau potable, induit par la vétusté des anciennes conduites, dont certaines datent de l'époque coloniale, a expliqué M. Boumaaza, relevant que ce projet va permettre de résoudre également le problème des piquages illicites à l'origine des perturbations enregistrées dans certains quartiers.

Y. L.

Bouira

## Perturbations de l'alimentation en gaz naturel

La Société algérienne de distribution de électricité et du gaz avait enregistré samedi des "perturbations majeures" dans l'alimentation en gaz au niveau des localités de Kadiriya et Lakhdaria (Bouira) ayant privé 10.000 clients de cette énergie, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

Ces perturbations étaient dues à des travaux souterrains effectués au niveau d'une décharge sauvage située à l'entrée de Lakhdaria, a souligné la même source. Ces travaux souterrains menés par un entrepreneur privé ont provoqué des "dégâts matériels" qui ont touché la conduite de transport du gaz privant ainsi 7.886 foyers à Lakhdaria et 3.134 autres à Kadiriya de cette énergie vitale notamment en saison hivernale, ajoute le communiqué. Cette perturbation a également touché la zone industrielle de Lakhdaria privant cinq (5) clients industriels de gaz. Toutefois, la société de distribution a assuré que grâce à la mobilisation rapide des moyens humains et matériels du gestionnaire du réseau de transport gaz et ceux de la Direction de Distribution de Bouira, l'incident a été réparé durant les premières heures du dimanche, laissant place à 20 équipes d'intervention relavant de la Direction de Distribution de Bouira, qui procède au réabonnement des clients coupés, et ce, foyer par foyer. Elle a souligné, par ailleurs, que plusieurs incidents de ce genre sont enregistrés dans les différentes wilayas du pays causant des perturbations dans la qualité et continuité du service rendu au client, d'une part, et d'autre part des pertes financières considérables pour la société, et ce, en dépit des campagnes de sensibilisation organisées par les Directions de Distribution dans ce sens.

H. L.



# CONFLITS ►►

Syrie

## Un premier convoi d'aides entre dans le fief rebelle de la Ghouta

Un convoi d'aide est entré hier dans l'enclave rebelle de la Ghouta orientale, pour la première fois depuis le début d'une offensive meurtrière du régime contre ce bastion insurgé en proie à un drame humanitaire.



Le pouvoir de Bachar al-Assad contrôle désormais un tiers de ce fief rebelle d'une centaine de kilomètres carrés aux portes de Damas, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Lancée le 18 février, son offensive, notamment marquée par des bombardements d'ampleur inédite, a tué plus de 700 civils, d'après la même source.

Appuyé par l'allié russe, le régime entend reconquérir l'intégralité de cette enclave où les 400 000 habitants, qui vivent terrés dans des sous-sols pour échapper aux frappes, subissent de graves pénuries de nourriture et de médicaments. Un «enfer sur terre», a estimé le chef de l'ONU.

Lundi, un convoi comprenant une quarantaine de camions chargés d'aide médicale et de nourriture pour quelque 27 500 personnes est entré dans l'enclave, a indiqué le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

L'agence onusienne a toutefois précisé n'avoir «pas été autorisée à charger de nombreuses aides médicales vitales». «Par conséquent, trois des 46 camions qui sont envoyés aujourd'hui sont quasi-vides», a souligné un responsable d'Ocha à Damas, Linda Tom.

Le convoi, composé de camions marqués du sigle du Croissant rouge syrien ou du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a quitté en matinée la périphérie de Damas avant de franchir le dernier barrage de contrôle des forces du régime, qui barre l'accès à l'enclave rebelle, a constaté un correspondant de l'AFP.

Il s'agit du premier à parvenir aux habitants depuis que le régime a lancé le 18 février sa campagne aérienne d'une rare violence - même à l'échelle d'un pays ravagé depuis 2011 par une guerre ayant fait plus de 340 000 morts.

### Poursuite de l'offensive

Aucune aide ne peut entrer dans la Ghouta orientale sans le feu vert du régime et les dernières à être parvenues aux habitants remontent à la mi-février.

Au total, l'ONU a reçu les autorisations nécessaires pour distribuer des aides pour «70 000 personnes», et un second convoi est prévu jeudi.

Ces aides interviennent alors qu'une trêve quotidienne de cinq heures a été décrétée par Moscou il y a une semaine dans la Ghouta. L'initiative, qui n'est que partiellement respectée, n'avait pas permis jusque-là l'évacuation de blessés et de civils, ainsi que l'entrée de convois humanitaires.

Malgré cette trêve, le régime poursuit ses raids aériens et tirs d'artillerie, et les combats sur le terrain se sont en outre intensifiés ces derniers jours.

Au moins 15 civils ont été tués dans la nuit ainsi que lundi matin dans des frappes visant plusieurs secteurs de la Ghouta, a indiqué l'Osdh.

Dans la localité de Hammouriyé, 10 personnes ont péri dans le largage de barils d'explosifs, a ajouté l'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de source dans le pays en guerre. Dans les hôpitaux, les mêmes drames sont filmés au quotidien par les cor-

respondants de l'AFP, avec des enfants en pleurs, des petits au visage ensanglanté, des hommes au crâne bandé et parfois couverts de poussière.

«L'opération doit se poursuivre», a prévenu dimanche Bachar al-Assad, sourds aux appels des puissances occidentales.

Ses forces contrôlent l'est et le sud-est de l'enclave et ont pris pied dans le cœur du fief rebelle, à deux kilomètres seulement de Douma, la grande ville de la région, selon l'Osdh.

«Les forces du régime progressent rapidement car les opérations se déroulent principalement dans des zones agricoles», a estimé le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane.

### Punition collective

L'objectif est de couper en deux le fief rebelle pour séparer le secteur nord, où se trouve Douma, du secteur sud, a-t-il avancé.

L'enclave rebelle dans la Ghouta représente un tiers seulement de cette vaste région agricole. Les deux-tiers restant sont déjà aux mains du régime.

«Nous continuons de voir plus de combats, plus de morts», a déploré dimanche le coordinateur humanitaire régional de l'ONU pour la crise syrienne, Panos Moumtzis, dénonçant une «escalade de la violence».

«Cette punition collective des civils est tout simplement inacceptable», a-t-il souligné. Le scénario dans la Ghouta orientale n'est pas sans rappeler celui de 2016 à Alep (nord), où les rebelles avaient dû abandonner leurs fiefs après un siège et des bombar-

dements dévastateurs du régime et de Moscou. Grâce à l'appui militaire de la Russie, mais aussi de l'Iran, le régime d'Assad a multiplié les victoires face aux rebelles et aux jihadistes, jusqu'à reprendre le contrôle de plus de la moitié du territoire syrien. Malgré l'adoption fin février d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui réclame un cessez-le-feu de 30 jours dans toute la Syrie, les puissances internationales se sont révélées impuissantes face au bain de sang. **AFP**

Turquie

### L'ambassade américaine fermée en raison d'une «alerte de sécurité»

L'ambassade américaine en Turquie, visée par un attentat-suicide en 2013, a annoncé dimanche qu'elle serait fermée lundi au public en raison d'une «alerte de sécurité».

L'ambassade à Ankara «sera fermée au public mardi 5 mars 2018 en raison d'une alerte de sécurité», indique la représentation américaine sur son site internet, précisant qu'elle annoncera sa réouverture une fois qu'elle aura repris ses activités.

Elle avait été la cible d'un attentat-suicide en 2013 revendiqué par un groupe d'extrême gauche. Un garde turc avait été tué.

Les deux pays entretiennent des relations difficiles ces derniers mois, Ankara accusant notamment les Etats-Unis d'armer la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), contre laquelle la Turquie a lancé une offensive dans l'enclave d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie. La Turquie considère les YPG comme une entité terroriste. Washington appelle pour sa part Ankara à se focaliser sur la lutte contre le groupe terroriste auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech) «pour empêcher tout vestige de l'organisation terroriste de se reconstituer en Syrie», selon le chef du Pentagone Jim Mattis. **R. N.**

Palestine

### Le gouvernement appelle l'ONU à assumer ses responsabilités

Le gouvernement palestinien a condamné fermement la poursuite de la politique de colonisation israélienne et appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à assumer ses responsabilités envers le peuple palestinien.

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a fermement condamné, dimanche dans un communiqué, l'expansion coloniale en Palestine, la qualifiant de «menace» à une paix juste et viable basée sur la solution à deux Etats.

Il a ainsi exhorté le Conseil de sécurité à assumer sa responsabilité envers le peuple palestinien et à intervenir en toute urgence pour appliquer ses résolutions pertinentes pour préserver le processus de paix.

Le ministère a dénoncé la poursuite par l'occupant israélien de sa politique d'expansion des colonies dans les territoires palestiniens occupés, en particulier à Al Qods-est où il envisage de lancer 11 nouveaux projets de construction de milliers d'unités de logement. **K. A.**

Accord nucléaire iranien

## L'AIEA estime qu'un échec serait une «grande perte»

Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, a estimé lundi qu'un échec de l'accord nucléaire iranien représenterait une «grande perte» pour le multilatéralisme.

Si l'accord «devait échouer, ce serait une grande perte pour le régime de vérification et pour le multilatéralisme», a déclaré M. Amano à l'ouverture d'une réunion de l'exécutif de l'agence onusienne à Vienne.

Cette déclaration intervient alors que le président américain, Donald Trump a menacé de se désengager de l'accord si celui-ci n'était pas amendé d'ici mai, un scénario que Téhéran a formellement exclu.

Conclu en juillet 2015 entre l'Iran et les grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne), prévoit l'allègement des sanctions contre Téhéran en échange d'une suspension de son programme nucléaire.

M. Amano, dont l'agence mène des inspections poussées sur le terrain, a confirmé lundi que la République islamique d'Iran «remplit ses engagements» et qu'aucun manquement ne peut lui-être reproché concernant la mise en oeuvre technique du texte.

M. Trump, qui durant sa campagne électorale avait menacé de «déchirer» l'accord

au grand dam des alliés des Etats-Unis, estime que celui-ci comporte de «terribles lacunes», auxquelles il a mis Téhéran en demeure de remédier, sous menace d'un désengagement américain en mai.

Son administration critique notamment la levée programmée à partir de 2026 de certaines restrictions frappant l'Iran, ainsi que la poursuite par Téhéran d'un programme balistique en violation de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Iran, qui a toujours assuré que son programme nucléaire n'avait aucune visée militaire, a exclu toute renégociation du texte. **H. M.**





Attaques à Ouagadougou

# Soupçons de complicités dans l'armée

**L'enquête sur la double attaque de Ouagadougou progressait dimanche: un jihadiste présumé soupçonné d'avoir joué un rôle clé était entendu par la justice du Burkina Faso qui soupçonne des complicités dans l'armée.**



**L'**homme dont la nationalité n'a pas été révélée a été arrêté vendredi dans les heures qui ont suivi les attaques coordonnées contre l'état-major des armées burkinabè et l'ambassade de France à Ouagadougou, a déclaré à l'AFP une source gouvernementale.

Cet homme est soupçonné d'avoir participé à l'attaque de l'état-major général de l'armée, en plein centre de Ouagadougou et pourrait même être "un cerveau" de l'opération, a-t-on ajouté.

Un deuxième homme a été arrêté et était interrogé, mais les soupçons pesant sur lui sont moins forts que sur le premier, a indiqué cette source sans autre précision.

Les attaques ont fait sept morts et plus de 80 blessés parmi les forces de sécurité, ainsi que neuf jihadistes tués, selon un dernier bilan. Elles ont été revendiquées samedi soir par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) lié à Al-Qaïda disant agir en représailles à une opération militaire française antijihadiste au Mali.

D'autres assaillants "jihadistes ont peut-

être pu s'enfuir" après l'attaque de l'état-major, situé dans le quartier très fréquenté du grand marché de Ouagadougou, selon la source gouvernementale.

Les autorités ont de "très forts soupçons" qu'il y ait "des infiltrés dans l'armée" qui ont renseigné les jihadistes pour l'attaque de l'état-major, a ajouté la source burkinabè.

L'explosion de la voiture piégée qui a précédé l'assaut a totalement détruit une salle de réunion, située en façade du bâtiment, où devait se tenir une réunion de l'état-major de la force antijihadiste du G5 Sahel. La réunion a été changée de salle au dernier moment, évitant un carnage.

## Au sein de l'état-major

"Ils avaient une connaissance des habitudes et pratiques courantes au sein de l'état-major, ce qui explique la facilité avec laquelle ils ont accédé au sein de l'état-major par son accès de service, situé au dos de l'entrée principale", avait expliqué samedi une autre source gouvernementale.

La plupart des assaillants identifiés étaient burkinabè, et un était étranger, selon

des sources sécuritaires. Ceux qui ont mené l'assaut contre l'état-major portaient des uniformes de l'armée, autre indice d'une possible complicité interne.

Les enquêteurs se demandent si l'attaque contre l'ambassade de France n'était pas une "diversion" avant l'attaque contre l'état-major.

Située dans la zone des représentations diplomatiques, l'ambassade de France est très bien protégée. La tentative s'est d'ailleurs soldée par la mort des quatre jihadistes qui n'ont pu pénétrer dans l'enceinte diplomatique, a aussi expliqué la source gouvernementale.

Dans sa revendication, le GSIM dit avoir agi "en réponse à la mort de plusieurs de ses dirigeants dans un raid de l'armée française dans le nord du Mali il y a deux semaines".

Le GSIM est une organisation jihadiste regroupant depuis un an plusieurs entités du Sahel liées à Al-Qaïda. Il est dirigé par le Touareg malien Iyad Ag Ghaly, chef d'Ansar Dine.

Une importante équipe d'enquêteurs

français est arrivée samedi à Ouagadougou pour prêter main forte à la justice burkinabè.

Dirigée par un procureur de la section antiterroriste du parquet de Paris, l'équipe comprend des enquêteurs de la Sous-direction anti-terroriste, de la Direction générale de la sécurité intérieure et de la police scientifique, selon des sources judiciaires et policières françaises.

L'activité a repris normalement dimanche dans la capitale burkinabè, mais, signe de l'extrême tension qui persiste, deux incidents armés se sont produits, dont l'un a fait un mort.

Vers 02H00 heures du matin (locales et GMT), une voiture et une moto ont tenté de forcer un barrage, malgré des tirs de sommation, à environ 1,5 km du palais présidentiel, en périphérie de Ouagadougou, selon des sources gouvernementales et sécuritaires.

La voiture avec deux occupants a fait demi-tour et pris la fuite. L'homme sur la moto a été tué, dans des circonstances non précisées.

Autre incident dimanche matin, des soldats ont effectué des tirs de sommation contre des passants qui voulaient franchir une barrière dans la zone de l'état-major, toujours totalement bouclée.

## On a tous peur

Le Burkina Faso est depuis 2015 la cible d'attaques jihadistes, qui ont déjà frappé sa capitale, sans jamais toutefois atteindre un tel niveau d'organisation.

Dans la population, la nervosité restait palpable dimanche.

"La paix soit au Burkina Faso. En tout cas, nous, les croyants, nous allons prier beaucoup pour que les terroristes ne viennent plus", a déclaré à l'AFP une commerçante, Suzane Kouama.

Bouri Sawadogo, étudiant, souhaite "que ça s'arrête, parce que, à l'allure où ça va, franchement, on a tous peur". "Notre état-major, c'est le cœur de Ouagadougou, le cœur du Burkina Faso qui a été attaqué".

AFP

Soudan

## 177 étrangers libérés des mains des trafiquants d'êtres humains

■ La police soudanaise a libéré dimanche 177 étrangers des mains des trafiquants d'êtres humains dans la capitale Khartoum, a rapporté l'agence de presse officielle SUNA sans donner de précisions sur leurs nationalités.

"Une force conjointe de la police de réserve centrale, de l'administration des urgences et des opérations, des services d'enquête criminelle et de la police locale, ont participé à l'action et arrêté l'accusé principal", a déclaré Ibrahim Abdel-Rahim, directeur de la police d'Etat de Khartoum, cité par la presse.

Les otages étaient enfermés dans six maisons depuis plus de 21 jours dans le quartier d'Alwan, dans l'est de Khartoum. Le Soudan est considéré comme l'un des points de passage du trafic d'êtres humains et de l'immigration illégale. Les autorités soudanaises maintiennent une coopération de haut niveau et étroite avec les pays voisins et des pays d'Europe dans le cadre de la lutte contre ce fléau.

H. L.

Egypte

## Réservation de terrains dans le Sud-Sinaï pour une méga-ville

**L'**Egypte va réserver plus de 1.000 kilomètres carrés de terrains dans le sud du Sinaï au projet de ville géante et de zone d'affaires annoncé par l'Arabie saoudite en octobre dernier, apprend-on lundi de source saoudienne autorisée.

Pour développer ce territoire le long de la mer Rouge, un fonds commun de plus de dix milliards de dollars (huit milliards d'euros) a été mis en place par l'Egypte et l'Arabie saoudite. Sa création a été annoncée dimanche soir lors d'une visite au Caire du prince héritier saoudien Mohammed ben Salman (MBS).

Au total, le projet Neom, annoncé en octobre dernier par l'Arabie saoudite pour compenser le déclin attendu des revenus du

pétrole, s'étend sur 26.500 kilomètres carrés et trois pays : l'Arabie saoudite, l'Egypte et la Jordanie. L'investissement privé et public dans cette zone devrait au total atteindre à terme 500 milliards de dollars (400 milliards d'euros).

La méga-ville, avec sa propre législation conçue pour attirer les investisseurs internationaux, devrait se spécialiser dans les secteurs de l'énergie et de l'eau, des biotechnologies, l'alimentation et du tourisme.

Dans le cadre du fonds d'investissement commun, Ryad participera au financement de la partie égyptienne de Neom.

L'Arabie saoudite prévoit de construire sept villes et projets touristiques tandis que l'Egypte s'attachera à développer les stations balnéaires de Charm el Cheikh et

Hourghada.

Le royaume wahhabite travaillera aussi avec l'Egypte et la Jordanie pour attirer les compagnies de croisières européennes pour qu'elles travaillent en mer Rouge pendant l'hiver. Ryad est en négociations avec sept compagnies spécialisées dans les croisières et veut construire des marinas pour accueillir des yachts.

Le projet Neom devrait sortir de terre en 2019. Sa première phase devrait être achevée fin 2022.

Ryad et Le Caire ont également signé un protocole environnemental dimanche visant à préserver les récifs coralliens de la mer Rouge et empêcher la "pollution visuelle", indique-t-on sans autre précision.

Reuters



Elections en Italie

# Incertitude après un raz-de-marée des forces antisystème

**Une percée historique des forces antisystème, eurosceptiques et d'extrême droite, majoritaires en voix et en sièges après les législatives dimanche, bouleversent la donne et plongent l'Italie dans l'incertitude politique.**

**A**vec un vote marqué à la fois par le rejet de la vieille classe politique, l'exaspération face au marasme économique et les tensions autour des migrants, l'Italie s'inscrit ainsi dans la lignée du Brexit, de la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis et de la poussée de l'extrême droite ailleurs en Europe. «Pour la première fois en Europe, les forces antisystème l'emportent», a résumé l'éditorialiste du quotidien La Stampa. La coalition formée par Forza Italia de Silvio Berlusconi, la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite) et le petit parti Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), obtient certes quelque 37% des voix, selon des résultats partiels portant sur 73% des bureaux de vote.

Mais à l'intérieur de cette coalition, c'est la formation eurosceptique et anti-immigration de M. Salvini, proche du Front national (FN) français, qui est en tête, ce qui pourrait obliger le vieux milliardaire à se ranger derrière son jeune allié s'il y avait moyen de former un gouvernement. Mais cette perspective est mise à mal par la percée historique du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), qui devient le premier parti du pays avec un score dépassant pour l'instant les 31%. Désormais, «tout le monde devra parler avec nous», s'est réjoui Alessandro Di Battista, l'un des responsables du mouvement, après une campagne dirigée contre la corruption et la «caste» politique italienne.

## «Les Italiens d'abord»

M. Salvini, qui a transformé l'ancienne Ligue du Nord sécessionniste en une formation souverainiste, a martelé de son côté un discours anti-immigration et méfiant à l'égard de Bruxelles, qui semble avoir porté dans un pays en proie à l'euroscepticisme et qui a vu débarquer près de 700.000 migrants depuis 2013. «Les Italiens d'abord», «Stop à l'invasion», ...les affiches électorales au siège de la



Ligue à Milan (nord) rappelaient dimanche ces grands thèmes d'une campagne qui a aussi vu l'affirmation de mouvements néofascistes et des tensions, parfois même des violences, avec des militants d'extrême gauche.

«Mon premier commentaire: merci!», a tweeté vers minuit M. Salvini, qui aura 45 ans vendredi. Il a prévu de s'exprimer devant la presse lundi en fin de matinée.

Silvio Berlusconi, qui s'était présenté à Bruxelles comme le seul rempart contre les populistes et les forces anti-euro, a donc perdu son pari.

A l'étranger, Marine Le Pen, présidente du FN, a adressé via Twitter ses «chaleureuses félicitations» à M. Salvini, estimant que sa «progression spectaculaire» était «une nouvelle étape du réveil des peuples».

Nigel Farage, ex-chef de l'Ukip, parti pro-Brexit en Grande-Bretagne, a pour sa part félicité sur Twitter ses «collègues» du M5S.

Ce mouvement, fondé par le comique Beppe Grillo en 2009, avait déjà créé la surprise en raflant 25% des voix aux dernières

législatives de 2013, et s'assure une position centrale dans le futur Parlement.

## «Aucune forme de gouvernabilité»

Le Parti démocrate (PD, centre gauche) de Matteo Renzi et du gouvernement sortant a de son côté enregistré dans les urnes une baisse plus forte que redouté, avec environ 19% des voix, selon les résultats partiels, soit moins de la moitié des 40% obtenus aux élections européennes de 2014.

«Il est clair que pour nous il s'agit d'une défaite évidente», a commenté Maurizio Martina, un des plus hauts responsables du PD. C'est d'ailleurs l'ensemble de la gauche qui boit la tasse. Les frondeurs de Liberi e uguali (libres et égaux, gauche), sont à peine au-dessus du seuil des 3% nécessaires pour entrer au Parlement.

L'absence probable de majorité pour la coalition de droite comme pour le M5S contraint les leaders politiques italiens à des calculs et des tractations, qui s'annoncent longs et complexes.

Une alliance «antisystème» entre le M5S et la Ligue semble la seule susceptible d'obtenir une majorité parlementaire. Mais les dirigeants des deux formations ont jusqu'à présent catégoriquement rejeté cette éventualité, et une partie de leurs troupes pourraient avoir du mal à suivre s'ils changent d'avis.

«Les vainqueurs de cette bataille électorale sont Matteo Salvini et Luigi di Maio», le chef de file du M5S, mais «tout cela ne conduit à aucune forme de gouvernabilité», assure ainsi l'éditorialiste de La Stampa.

Il appartiendra donc au président italien, Sergio Mattarella, de démêler l'écheveau dans les semaines qui suivent pour de confier un «mandat exploratoire» à celui ou celle qui lui paraîtra en mesure d'obtenir une majorité. Mais ces consultations politiques officielles ne s'ouvriront pas avant la fin du mois au plus tôt, après l'élection des présidents des deux chambres, ouvrant une nouvelle période d'instabilité en Italie, qui pourrait déboucher à terme sur de nouvelles élections.

AFP

## Italie: Luigi di Maio, le visage modéré qui fait triompher les populistes

■ Avec son allure soignée et son visage rassurant, Luigi Di Maio, dauphin désigné à seulement 31 ans par le volcanique Beppe Grillo, a fait des populistes du Mouvement Cinq Etoiles (M5S) le premier parti d'Italie.

Vice-président de la Chambre des députés depuis 2013, il apparaît désormais incontournable dans les discussions en vue du prochain gouvernement, avec plus de 30% des voix aux législatives de dimanche, selon des résultats encore partiels lundi matin.

Au sein du M5S, où l'outrance a longtemps été plutôt la règle, ce jeune Napolitain a su s'imposer avec son physique de genre idéal et son costume-cravate toujours impeccable.

Il tranche singulièrement avec Beppe Grillo, le comique fondateur et patron du M5S dont le verbe fleuri et les diatribes tonitruantes ont lancé le M5S.

Mais à presque 70 ans, ce dernier s'est récemment mis en retrait d'un M5S devenu «mature», en lançant un nouveau blog et en retournant sur les planches où il avait mûri l'idée d'un mouvement basé sur la démocratie participative directe. Lors du meeting de clôture de la campagne vendredi, le vieux militant à la crinière blanche a su s'en tenir à un court

discours enflammé, laissant la vedette à son fringant dauphin.

«Il est très populaire parmi les militants et sa force consiste justement dans le fait d'être complètement différent de Beppe Grillo, aussi bien dans sa communication que dans son apparence», explique à l'AFP Alberto Castelvetti, professeur de communication à l'université Luiss de Rome.

## «Rassurant pour les mamans»

Militant derrière Beppe Grillo depuis 2007, adhérent au mouvement dès sa création en 2009, Luigi Di Maio en a rapidement gravi tous les échelons.

Après un échec aux municipales de 2010 à Pomigliano d'Arco, près de Naples, il est devenu député et vice-président de l'assemblée - à seulement 26 ans, record d'Italie - trois ans plus tard.

En septembre, il a été désigné candidat au poste de Premier ministre après un vote en ligne des militants du M5S où il a obtenu 82% des voix, un score insolent que ses détracteurs attribuent à l'absence de réelle concurrence. «Di Maio a été créé pour être modéré, rassurant pour les mamans», écrit le journaliste

Jacopo Iacoboni dans un livre sur le jeune leader qu'il définit comme «une créature totale de la Casaleggio Associati», la société de conseil informatique qui gère le site internet et l'activité du M5S.

Fils d'un ex-dirigeant du Mouvement social italien, parti néofasciste aujourd'hui dissous, Luigi Di Maio réfute le terme de populiste, qu'il juge péjoratif, et assure ne pas vouloir d'une Italie extrémiste ou anti-européenne.

Doté d'un calme à toute épreuve selon ses collaborateurs, le jeune candidat a aussi apporté la caution de sérieux qui a longtemps fait défaut au mouvement.

Une image qu'il s'est employé à consolider au cours de la campagne électorale où il a effectué des déplacements à l'étranger et présenté l'équipe d'experts, souvent issus de la société civile, qui composeront son gouvernement en cas de victoire.

Au risque de froisser l'aile orthodoxe du mouvement, il a également assagi son discours sur la sortie de l'euro, qui n'est plus d'actualité, ou sur les alliances avec d'autres partis, qui ne sont plus totalement exclues alors même que le M5S s'est construit sur le rejet de la vieille classe politique.

## Marionnette

Parallèlement, «sur les sujets d'éthique et de l'immigration, la pensée du candidat Premier ministre ressemble à celle d'un surfeur qui suit la vague», écrivait récemment l'hebdomadaire catholique Famiglia Cristiana.

D'autres ont relevé son CV plutôt mince: il n'a pas mené à leur terme les études de droit entamées, et ses expériences professionnelles se limitent à avoir été brièvement administrateur d'un site web, assistant réalisateur et stadiériste. Ce qui fait dire à ses détracteurs qu'il n'est que la marionnette de Beppe Grillo et n'est pas intellectuellement armé pour diriger la troisième économie de la zone euro.

Ce à quoi l'intéressé répond: «Le chancelier autrichien a mon âge, le président français 40 ans. L'heure est aux jeunes».

C'est l'opinion qui règne dans son fief de Pomigliano d'Arco, où il a été élu triomphalement dimanche. «Nous on est propres, comme lui. C'est pour ça que nous votons Luigi: tel qu'il est aujourd'hui, il le restera demain. Il ne fera pas comme les autres», a lancé une électrice à l'AFP.

AFP





# La Chine poursuit la hausse de son budget militaire

**La Chine va redonner un coup d'accélérateur à ses dépenses militaires en 2018, a-t-elle annoncé hier, au début d'une grand-messe du régime communiste qui permettra au président Xi Jinping de rester au pouvoir aussi longtemps qu'il le souhaitera.**

**M.** Xi, qui a promis à ses compatriotes une armée de «classe mondiale» à l'horizon 2050, doit obtenir lors de la session plénière annuelle du parlement, qui s'est ouverte lundi, l'abolition de la limite de deux mandats présidentiels. Il pourrait ainsi rester à la tête de l'Etat après le terme prévu de 2023.

Le budget militaire augmentera de 8,1% cette année, à 1.107 milliards de yuans (175 milliards de dollars), a annoncé le Premier ministre Li Keqiang dans un discours devant les députés. C'est une hausse par rapport au taux de l'an passé (+7%).

La Chine a dépensé en 2017 un total de 151 milliards de dollars pour son armée, selon un rapport des experts de l'Institut international pour les études stratégiques (IISS), basé à Londres.

C'est quatre fois moins que les Etats-Unis (603 milliards). Mais nettement plus que l'Arabie saoudite (77), la Russie (61), l'Inde (53), le Royaume-Uni (51) ou encore la France (49). «Il n'y aura pas de surmi-

litarisation» de la Chine, nuance cependant James Char, expert de l'armée chinoise à l'Université de technologie de Nanyang, à Singapour. Ces dernières années, le taux de croissance des dépenses militaires «n'est pas disproportionné» et suit plus ou moins celui du PIB et cela «va probablement continuer», juge-t-il. M. Li a annoncé lundi un objectif de croissance «d'environ 6,5%» pour l'économie chinoise cette année.

#### «Gendarme du monde»

La Chine est engagée depuis 30 ans dans un processus de modernisation pour combler son retard sur les armées occidentales: technologie (avoir des armes et équipements de pointe), professionnalisation (elle a réduit ses effectifs de 2,3 millions à 2 millions depuis 2015) et organisation (meilleure coordination entre armée de terre, de l'air et marine).

Son armée est peu présente à l'international: hormis les missions de maintien de la paix de l'ONU, elle dispose de 240 hommes dans l'unique base militaire qu'elle a pour l'instant ouverte à l'étranger (en 2017 à Djibouti), et sa marine patrouille dans le golfe d'Aden pour les opérations d'escorte anti-piraterie, selon l'IISS.

En comparaison, les Etats-Unis comptent quelque 200.000 militaires déployés dans une quarantaine de pays. «La Chine modernise ses forces armées dans une perspective régionale. Elle ne vise pas à supplanter la domination américaine qui joue un rôle de gendarme du monde», souligne Juliette Genevaz, spécialiste de l'armée chinoise à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire française à Paris.

En Asie, la Chine est intransigeant-

te vis-à-vis des territoires qu'elle considère comme relevant de sa souveraineté historique: l'île de Taïwan (Pékin en a perdu le contrôle en 1949 au profit d'un régime rival), les îles Senkaku-Diaoyu (disputées avec le Japon), des territoires frontaliers (avec l'Inde) et des îlots en mer de Chine méridionale (où le Vietnam, les Philippines et la Malaisie ont des prétentions rivales).

#### Xi couronné dimanche

L'armée chinoise a renforcé à cet effet sa force de dissuasion ces 12 derniers mois, avec un nouveau navire destroyer lance-missiles (le type 052D) et un chasseur-bombardier furtif de pointe (le J-20). Selon des rumeurs insistantes, la Chine construirait également son troisième porte-avions - un seul (le «Liaoning») est actuellement en service, le deuxième en phase d'essais.

Le Premier ministre a mis lundi en garde Taïwan, où est actuellement au pouvoir un parti traditionnellement favorable à l'indépendance de l'île: Pékin continuera à promouvoir une «réunification pacifique» mais «défendra fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays et ne tolérera jamais aucune tentative ou action séparatiste».

«Xi Jinping a mis dans ses projets de réunifier Taïwan d'une manière ou d'une autre avant de quitter le pouvoir», estime Jean-Pierre Cabestan, politologue à l'Université baptiste de Hong Kong. C'est dimanche justement que le président chinois se verra accorder la possibilité de rester indéfiniment aux commandes de l'Etat: le Parlement, soumis au Parti communiste chinois (PCC), validera une réforme de la Constitution en ce sens.

AFP

## Les adhérents du SPD disent «oui» à l'accord de coalition avec Merkel

■ Les adhérents du Parti social-démocrate (SPD) ont approuvé à 66% l'accord de coalition avec le bloc conservateur d'Angela Merkel (CDU-CSU), ouvrant la voie à la formation d'un gouvernement en Allemagne, plus de cinq mois après les élections législatives.

Le taux de participation à cette consultation menée par voie postale a été de 78% des 464.000 membres du SPD appelés à se prononcer sur l'accord du gouvernement noué le 7 février avec les conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière et ses alliés de l'Union chrétienne-sociale (CSU). En 2013, lors de la précédente constitution d'une grande coalition, les militants SPD avaient voté pour à près de 76%. Ce résultat va donc déboucher sur la formation d'une nouvelle «große Koalition» (grande coalition), formule déjà éprouvée en Allemagne en 2005-2009 puis 2013-2017 après une première expérience à la fin des années 1960.

Angela Merkel, qui va entamer à 63 ans un quatrième mandat à la tête du gouvernement de la première puissance économique d'Europe, s'est réjouie de travailler à nouveau avec les sociaux-démocrates. «Je félicite le SPD pour ce résultat clair et je me réjouis de continuer à travailler ensemble pour le bien du pays», écrit la CDU, citant Angela Merkel.

De sources politiques, on indiquait dimanche qu'elle pourrait être officiellement investie le 14 mars prochain.

Olaf Scholz, le chef par intérim du SPD, n'a pas souhaité commenter les rumeurs l'envoyant au ministère des Finances, préférant souligner que le parti allait placer trois femmes et trois hommes au gouvernement fédéral.

Le SPD avait voulu à l'origine rester dans l'opposition à l'issue des élections fédérales du 24 septembre, lors desquelles il a enregistré son pire résultat électoral au niveau national depuis 1949.

Mais une première série de discussions entre Angela Merkel, le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts ayant échoué en novembre, il avait fini par accepter de négocier avec les conservateurs en vue d'une nouvelle «GroKo». «Je pense qu'il est bon pour notre pays que s'achève cette période d'instabilité», a réagi le président de la République fédérale, Frank-Walter Steinmeier, qui n'avait pas ménagé ses efforts pour convaincre le SPD de revenir sur sa décision initiale.

#### MERKEL MENACÉE ?

Pour Kevin Kühnert, chef de file des «Jusos», le mouvement de jeunesse du SPD, qui a fait campagne contre l'accord de coalition, le résultat annoncé dimanche est une déception. «Des critiques contre la grande coalition demeurent. Le SPD doit ressembler plus à ce qu'il était ces dernières semaines et moins à ce qu'il était ces dernières années», écrit-il sur Twitter.

La tâche d'Angela Merkel, au pouvoir depuis 2005, ne s'annonce guère aisée. «En dépit de la solide majorité (des adhérents du SPD), cet arrangement ne tiendra pas à long terme et n'a rien de permanent», estime Guntram Wolff, directeur du centre de recherche Brügel. «Le SPD est très fragile et la CDU est elle aussi fragile».

L'inclusion dans l'accord de coalition d'une clause permettant une évaluation du travail du gouvernement après deux ans est largement interprétée comme une possible porte de sortie offerte au SPD, s'il souhaitait la pousser.

«Si les sociaux-démocrates continuent de baisser dans les sondages, il est probable que la question de leur maintien au gouvernement finira par se poser», relève Nils Diederich, professeur à l'Université libre de Berlin.

Angela Merkel elle-même pourrait se trouver menacée. La nomination à la tête du ministère de la Santé de son plus farouche adversaire au sein de la CDU, Jens Spahn, 37 ans, en est l'exemple.

Sa promotion est présentée comme une réponse aux demandes d'un rajeunissement des cadres et de la direction de la CDU, mais certains y voient en réalité l'affaiblissement d'Angela Merkel, qui est au pouvoir depuis plus de 12 ans.

A l'extrême droite, le parti Alternative für Deutschland (AfD) qui a fait son entrée au Bundestag lors des élections du 24 septembre et a devancé le SPD dans les intentions de vote dans un sondage choc paru mi-février, a vivement critiqué cette nouvelle «GroKo» et donné rendez-vous pour les prochaines échéances électorales: «L'addition sera présentée au plus tard en 2021», a averti le désormais premier parti de l'opposition parlementaire en Allemagne.

#### MACRON, LE MAIRE ET MOSCOVICI SE RÉJOUISSENT

La France a salué comme «une bonne nouvelle pour l'Europe» l'approbation par le SPD de l'accord de coalition et dit son intention de travailler rapidement avec la nouvelle équipe au pouvoir à Berlin à des initiatives européennes.

Emmanuel Macron a envoyé un message personnel à la chancelière Angela Merkel et à Olaf Scholz dès les résultats connus, et «leur parlera très vite», dit l'Elysée.

«Le président de la République se réjouit du résultat du vote du SPD. C'est une bonne nouvelle pour l'Europe», déclare-t-on de même source. «La France et l'Allemagne travailleront ensemble, dès les prochaines semaines, pour développer de nouvelles initiatives et faire avancer le projet européen.»

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est lui aussi réjoui du résultat du scrutin. «Échanges téléphoniques ce matin avec Olaf Scholz et Peter Altmaier pour donner un nouvel élan à la zone euro après le vote positif du SPD. Résolu à travailler étroitement ensemble !», dit-il sur Twitter. Le commissaire européen aux Affaires économiques et financières, Pierre Moscovici, a félicité, pour sa part, le SPD pour son vote «responsable et décisif», ajoutant que l'Allemagne était prête désormais «pour une Europe plus forte».

Reuters



Slovaquie

# Le meurtre du journaliste anticorruption divise l'exécutif

**Le président slovaque Andrej Kiska a appelé dimanche à un remaniement en profondeur du gouvernement ou des élections anticipées après le meurtre du journaliste anticorruption Jan Kuciak, une proposition aussitôt rejetée par le chef du gouvernement Robert Fico.**

**D**ans une allocution télévisée, le président a suggéré deux solutions à la «crise de confiance» dans laquelle l'affaire du meurtre du journaliste, qui enquêtait sur des affaires de corruption présumée impliquant responsables politiques et mafia italienne, a plongé le pays: «un remaniement en profondeur du gouvernement (...) ou des élections anticipées».

«J'ai attendu une semaine pour voir quelles mesures et décisions politiques le gouvernement allait prendre pour essayer d'apaiser les tensions et rétablir la confiance», a expliqué M. Kiska. «Aucune solution n'est évoquée. Certains ont démissionné, mais je ne vois aucun plan pour sortir le pays de la crise de la confiance», a-t-il déploré.

L'assassinat de Jan Kuciak et de sa fiancée, tous deux âgés de 27 ans et tués par balles à leur domicile, a provoqué un choc dans le pays et relancé le débat sur la liberté de la presse et la corruption, tant en Slovaquie qu'en Europe.

Le Premier ministre, un homme de



gauche aux tendances populistes, a opposé une fin de non-recevoir au président: «S'il doit y avoir un changement de gouvernement, cela sera le résultat d'un accord au sein de la coalition et, dans ce processus, la Constitution de la République slovaque ne prévoit aucun rôle pour le président».

#### Manifestations anticorruption

Il a aussi accusé Andrej Kiska, qui l'avait battu à la présidentielle de 2014 avec un programme fondé justement sur la lutte contre

la corruption, de «se ranger du côté de l'opposition», alors que Jan Kuciak avait enquêté sur de possibles liens entre le monde des affaires et le parti SMER-SD de M. Fico.

Jan Kuciak était aussi sur le point de

publier un article sur les liens présumés entre des hommes politiques slovaques et des hommes d'affaires italiens soupçonnés d'être liés à la mafia calabraise, la 'Ndrangheta.

Deux proches collaborateurs du Premier ministre ont quitté leur poste après la publication posthume de l'article de M. Kuciak: sa conseillère Maria Troskova et le responsable du conseil de Sécurité nationale Viliam Jasan, tout en niant leur implication dans l'affaire. Le ministre de la Culture a quant à lui démissionné en signe de protestation contre le meurtre.

Des procureurs italiens n'ont pas exclu que la 'Ndrangheta puisse être derrière ce meurtre, mais la police slovaque a libéré samedi sept Italiens interpellés deux jours plus tôt dans l'est du pays.

Des milliers de personnes, dont 25.000 à Bratislava, ont participé vendredi soir à des manifestations anticorruption, organisées en Slovaquie et à l'étranger.

Les manifestations ont fait écho à une vague de rassemblements l'an dernier appelant à la démission de hauts fonctionnaires, critiqués alors pour leur lenteur à combattre la corruption.

Le meurtre de Jan Kuciak intervient quelques mois après l'assassinat à Malte, en octobre 2017, de la journaliste Daphne Caruana Galizia, qui avait dénoncé la corruption sur cette petite île méditerranéenne.

AFP

France

## Deux morts et un disparu sous les avalanches en Haute-Savoie

**D**eux skieurs, dont un Belge, sont morts dimanche dans deux avalanches survenues au même moment dans les Alpes françaises, tandis qu'un randonneur suisse et deux skieurs emportés par deux autres coulées sont portés disparus, a-t-on appris auprès des autorités.

Les deux skieurs décédés, dont l'âge et le sexe n'ont pas été communiqués dans l'immédiat, ont été pris dans deux avalanches qui se sont déclenchées l'une après l'autre vers 13H00 GMT sur le domaine hors-piste de la station de Vallorcines, au nord de Chamonix (Haute-Savoie). La première a enseveli un skieur sur le secteur des Posettes, dont l'aiguille culmine à 2.200 mètres d'altitude. Dégagée de la coulée par les secours en arrêt cardio-respiratoire puis ranimée, la victime a été transportée à l'hôpital de Sallanches, où elle est décédée quelques heures plus tard.

La seconde avalanche, survenue quelques minutes après sur le secteur voisin du Rang, a emporté un groupe de skieurs belges qui évoluaient avec un guide. L'un des ressortissants belges a été retrouvé mort. Un autre a été blessé au dos après avoir sauté une barre rocheuse.

Près de la frontière suisse, à Samoëns, des recherches entreprises vers 12H00 GMT pour retrouver un randonneur suisse porté disparu après avoir été emporté par une coulée ont été stoppées quelques heures plus tard en raison du mauvais temps. L'homme évoluait en raquettes sur un secteur escarpé situé à 1.800 mètres d'altitude au dessus du refuge du Bostan

avec son épouse, qui a été également ensevelie par l'avalanche mais n'est que légèrement blessée.

Le couple, qui n'était pas équipé de détecteur de victimes d'avalanches (DVA), a été emporté par une avalanche de «150 mètres de large pour 200 mètres de long», ont précisé les secours en montagne, qui ont dépêché 40 secouristes pour tenter de retrouver le quinquagénaire.

«Il nous est pour l'instant impossible de le localiser. Nous sommes pessimistes quant à son pronostic vital car cela fait désormais cinq heures qu'il est sous la neige», a indiqué à 17H00 GMT à l'AFP la préfecture de Haute-Savoie.

En Savoie, les secours étaient également dimanche soir sans nouvelles de deux skieurs de 47 et 49 ans qu'une coulée aurait emportés dans l'après-midi sur le domaine hors-piste du Planay, sur la station d'Arêche-Beaufort.

Dans les départements voisins, plusieurs avalanches ont également été signalées. Dans les Hautes-Alpes, six écoulements n'ont pas provoqué de victimes tandis qu'en Isère, sept skieurs -dont cinq ont été blessés, ont été emportés par quatre avalanches.

Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a appelé sur Twitter «tous ceux qui pratiquent les sports d'hiver à la plus grande prudence». «Suivre les consignes des autorités est indispensable pour ne pas se mettre en danger. Et ne pas mettre en danger nos équipes de secours».

K. M.

#### Audiovisuel public

## Les Suisses disent "non" à la suppression de la redevance

■ Les Suisses ont clairement rejeté dimanche à près de 72% un projet d'interdiction de la redevance dans l'audiovisuel public, selon les résultats officiels définitifs de cette votation.

Si le «oui» au «No Billag» avait gagné, la Suisse serait devenue le premier pays européen à supprimer la redevance et la SSR, le service audiovisuel public suisse, se serait retrouvée en danger de mort par manque de financement.

L'initiative No Billag - du nom de l'organisme collectant la redevance - ne l'a par ailleurs emporté dans aucun des cantons suisses.

La conseillère fédérale Doris Leuthard, chargée de la communication, s'est déclarée satisfaite par l'issue de la votation, soulignant que le peuple suisse avait marqué son attachement à un service public de l'audiovisuel et estimé qu'on ne pouvait pas «travailler qu'avec des recettes purement commerciales».

Le gouvernement de la confédération s'était opposé à l'initiative «No Billag», jugeant qu'elle menaçait la diversité médiatique et nuirait au débat politique dans ce pays de 8,4 millions d'habitants répartis en quatre groupes linguistiques.

«C'est un bon jour pour la SSR, qui voit sa légitimité de service public renforcée», a expliqué pour sa part Jean-Michel Cina, le président du conseil d'administration de la SSR, lors d'une conférence de presse à Berne. «C'est une certaine idée de la Suisse, solidaire et pluriculturelle, que la population suisse a choisi de soutenir aujourd'hui», a-t-il ajouté. Les promoteurs de la votation arguaient que le service de la radio et télévision publiques suisse était surdimensionné et devait réaliser des économies. Ils jugeaient aussi que le principe de la redevance n'avait plus sa place à l'ère des nouvelles pratiques de consommation de contenu audiovisuel type Netflix. Le gouvernement suisse a présenté un nouveau projet de redevance qui inclut une forte réduction de son montant et une refonte de son assiette. Actuellement de 451 francs suisses par an (390 euros), elle passerait à 365 francs (316 euros) en 2019.

Reuters

#### Allemagne

## Attaque à l'acide contre le directeur financier d'une firme

■ Le directeur financier du groupe énergétique allemand Innogy, Bernhard Günther, a été grièvement blessé dimanche dans une attaque à l'acide dans l'ouest de l'Allemagne. «Nous sommes profondément choqués par cette horrible nouvelle. Nos pensées vont à Bernhard et à sa famille et nous lui souhaitons tous un prompt rétablissement», a commenté le PDG du groupe, Uwe Tiggs. Dans un communiqué, la police de Düsseldorf a précisé que l'attaque s'était produite dans la matinée dans un parc de la localité de Haan située près d'Essen, la ville où se trouve le siège social d'Innogy. Deux suspects âgés d'une vingtaine d'années sont activement recherchés. Les motifs de l'agression n'ont pas été établis.

Reuters



Ksar Lalla Fatma à El Tarf

# «Poursuivre les fouilles pour dévoiler des pans de l'histoire»

**Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a instruit dimanche à Oued El Djenane, dans la commune d'El Ayoune (40 km à l'est d'El Tarf) à l'effet de poursuivre les fouilles et les prospections entamées dans le site archéologique de Ksar Lalla Fatma pour dévoiler des pans de l'histoire de cette région.**



**S'**exprimant au cours d'une visite du site archéologique datant de l'époque romaine, le ministre a indiqué que «ces fouilles permettront de donner un précieux aperçu sur les civilisations qui se sont succédé dans cette ville». Le ministre a également exhorté les responsables locaux à «accorder une attention particulière» aux artisans investisseurs en les encourageant à promouvoir leurs artisanat dans les alentours du site, dans le cadre du strict respect des lois régissant les sites archéologiques.

M. Mihoubi a également appelé à encourager l'implication des citoyens dans la préservation des lieux à travers des actions de valorisation du site.

«Ksar Lalla Fatma constitue un acquis pour la mémoire archéologique d'importance capi-

tales», a encore ajouté le ministre, appelant à préserver cet acquis et à «le protéger d'éventuels actes de vandalisme».

Il a ajouté que l'étude consacrée pour la protection et à la mise en valeur de Ksar Lalla Fatma a été achevée soulignant que les efforts consentis vont permettre de classer ce site comme patrimoine national. Le ministre a visité le site Ksar Lalla Fatma s'étendant sur 4 782 m<sup>2</sup> enfoui dans une forêt de chêne-liège, un édifice à deux étages, composé d'un rez-de-chaussée abritant les ateliers de transformation de produits agricoles et d'un étage supérieur réservé aux besoins d'habitation.

Il a également visité les alentours du Ksar, où des pièces archéologiques sont également disséminées parmi lesquelles des presses d'olives et de grains, des roues, des pierres taillées agencées et un aqueduc de 900 mètres

linéaires, encore intact au bout duquel se trouve une citerne et un autre ensemble de pierre taillées. Le ministre de la Culture a entamé sa visite à El Tarf par la visite de l'araboretum Tonga à El Kala avant

d'inaugurer la bibliothèque de lecture publique Françoise-Louise dite Mabrouka Belkacem au chef-lieu de wilaya et la 2<sup>ème</sup> édition des arts plastique avec la participation de 40 artistes. **G. L.**

## Mihoubi annonce le retour de la Fête du corail dès cet été

**L**e ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a annoncé à Dréan (70 km à l'ouest d'El Tarf) la relance de la fête dédiée au corail à partir de cet été. S'exprimant en marge de l'inauguration de la salle de cinéma de la ville de Dréan qui a fait l'objet d'une opération de réhabilitation, le ministre a déclaré que la fête du corail qui reviendra pour «valoriser le cadeau de la mer pour El Tarf et mettra la lumière sur des métiers artisanaux caractérisant la région sera baptisée, les nuits du corail».

Mettant en avant la qualité du corail de la zone d'El Kala, le ministre a précisé que cette fête «relancera les métiers manuels traditionnels du corail ainsi que les activités liées à la transformation de ce produit d'ornement», soulignant l'apport de cette manifestation artistique dans la promotion de la ville d'El Tarf et la mise en valeur de ses produits artisanaux.

Le ministre a aussi encouragé les artistes locaux à animer la scène culturelle et artistique locale s'engageant à accompagner toute initiative devant permettre de mettre la lumière sur l'art de la région dans toute sa diversité.

M. Mihoubi avait entamé sa visite dans la wilaya d'El Tarf depuis la commune d'El Ayoune (40 km à l'est d'El Tarf) en visitant le site archéologique de Ksar Lalla Fatma, remontant à l'époque romaine avant d'inaugurer la bibliothèque de lecture publique Françoise-Louise dite Mabrouka Belkacem au chef-lieu de wilaya et la 2<sup>ème</sup> édition des arts plastique dans la même ville. **R. N.**

Prix Souad M'hamed des Nations unies des arts

## Fella El Djazaïria lauréate

**L**a chanteuse Fella El Djazaïria a remporté le prix Souad M'hamed décerné parmi d'autres distinctions par le Bureau des Nations unies des arts (Unarts) pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena), selon la liste des lauréats dévoilée par les organisateurs sur la Toile.

Fella El Djazaïria fait partie des 19 artistes arabes de différents genres artistiques choisis pour être honorés lors de la 2<sup>ème</sup> édition du Festival Ancien et nouveau, organisé chaque année par l'Unarts pour la région Mena.

La liste des lauréats comporte un panel de célébrités à l'instar, entre autres, de l'actrice égyptienne Yousra (prix Faten Hamama), le chanteur émirati Hassan El-Jassimi (prix Abdelhalim Hafez), l'actrice tunisienne Hind Sabri (prix Hind Rostom) et la chanteuse Nawel El-Koweitia (prix Faïza Ahmed).

Les prix du festival, organisés cette année sous le slogan «Notre grand Monde arabe», seront remis lors d'une cérémonie prévue le 7 avril prochain au Caire.

Connue au Machreq comme

«soltanate ettarab (reine du chant arabe), Fella El Djazaïria est sous le coup d'une interdiction d'entrée sur le territoire égyptien depuis plus d'une vingtaine d'années suite à des démêlés avec la justice égyptienne.

En 2011, bien qu'elle fut invitée pour participer en Egypte à la 20<sup>ème</sup> édition du Festival de la musique arabe par les organisateurs, elle s'est vu refuser l'accès au sol égyptien à son arrivée à l'aéroport international du Caire.

Le parcours artistique de Fella El Djazaïria dont le vrai nom est Fella Ababsa, est riche de plu-

sieurs titres à succès dans le tarab comme dans les différents genres et styles que recèle le patrimoine algérien et maghrébin d'une manière générale.

*Tachakurat, Ahl El-Maghna, Ki Lyoum, Ana Djazaïria, El Maâqra, Rani Djay, Hatta Thania, Izid Echoug*, sont certains des titres phares de la chanteuse, fille d'un des piliers de la chanson berbère, Abdelhamid Ababsa.

Elle a également fait des duos avec des chanteurs arabes et d'Algérie comme Walid Tewfik, Zine Chaker, Adel El-Iraki, Samir Toumi, Cheb Anouar,

Cinéma

## Black Panther continue sa course en tête du box-office

*Black Panther*, premier super héros noir à qui Marvel consacre un film, continue sa course en tête du box-office nord-américain, gagnant 65,7 millions de dollars pour son troisième week-end d'exploitation et 501,1 millions depuis sa sortie, selon des chiffres provisoires publiés dimanche.

Ce 18<sup>e</sup> film de l'univers Marvel a été réalisé par le metteur en scène noir Ryan Coogler (*Creed, Fruitvale Station*), avec un casting d'acteurs noirs parmi les plus prisés à Hollywood: Chadwick Boseman, l'oscarisée Lupita Nyong'o, Angela Bassett, Forest Whitaker, Daniel Kaluuya...

Le film n'a cessé d'enchaîner les records depuis sa sortie. Il a notamment été le plus rapide des films Marvel à rapporter 400 millions de dollars en Amérique du Nord.

Seuls deux autres films ont fait aussi bien avant lui pour un troisième week-end d'exploitation: *Star Wars - le réveil de la force* (90,2 millions de dollars) et *Avatar* (68,5 millions de dollars), selon Variety, la bible du secteur du cinéma.

Avant même de sortir la semaine prochaine en Chine, *Black Panther* a déjà remporté près de 900 millions de dollars à l'international, toujours selon Variety.

**K. M.****R. N.****R. C.**



«L'homme qui lutte pour autrui est meilleur que celui qui lutte pour lui-même.»

Clarence Darrow



«Même sans espoir, la lutte est encore un espoir.»

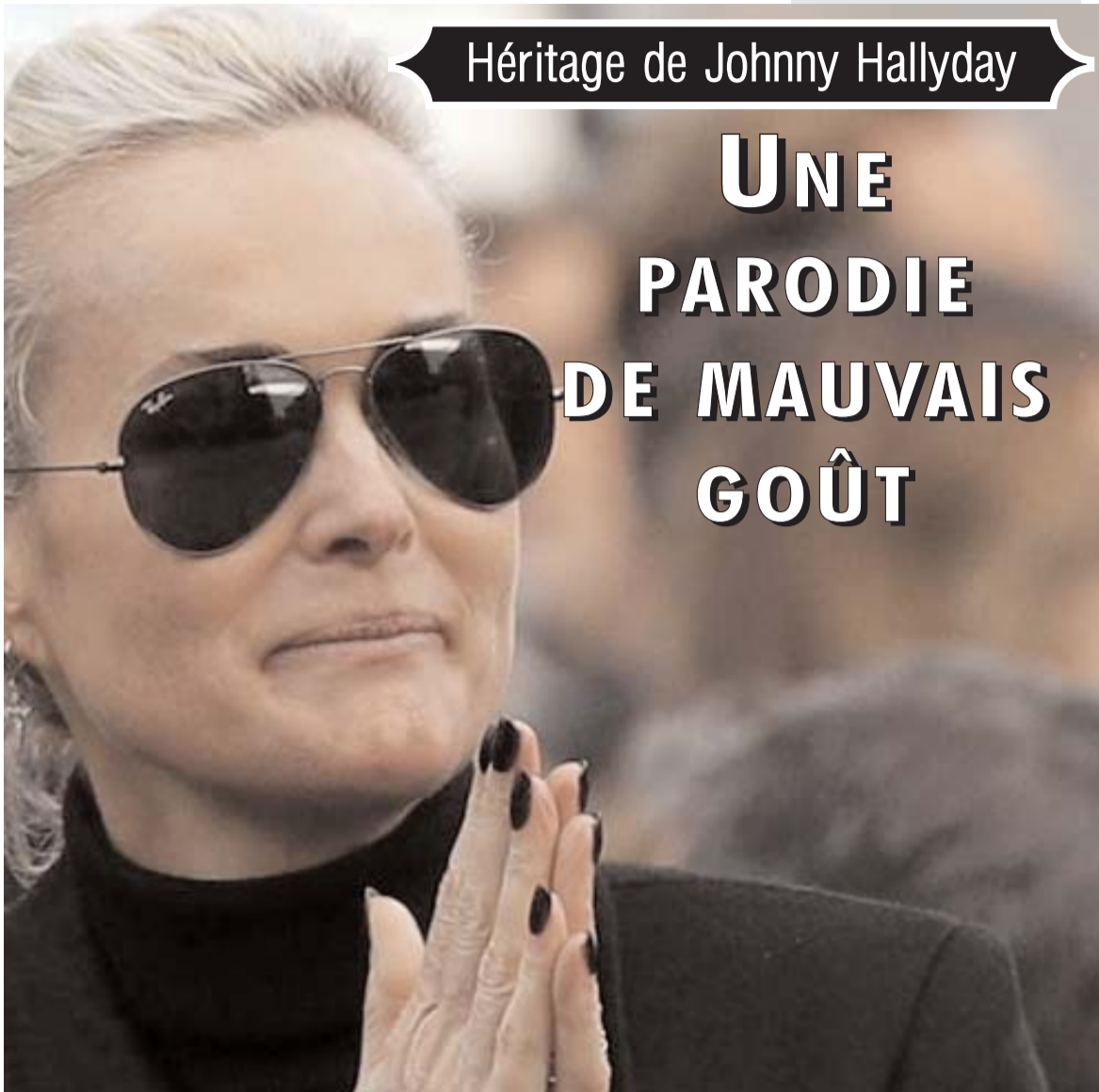
Romain Rolland

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

## Héritage de Johnny Hallyday

# UNE PARODIE DE MAUVAIS GOÛT



Sylvie Vartan et Laetitia Hallyday se retrouvent aujourd'hui dans deux camps opposés, alors que le testament de Johnny Hallyday est au coeur d'une polémique. L'équipe d'«On n'est pas couché» n'a pas pu s'empêcher d'ironiser sur la situation, et la séquence, peu flatteuse, n'a pas du tout plu au public de l'émission.

**C'**est le feuilleton médiatique du moment. Près de trois mois après la mort de Johnny Hallyday, alors que son testament a été dévoilé aux yeux de tous, la famille du rockeur se retrouve une fois de plus sous le feu des projecteurs. Mais cette fois-ci, ce n'est pas pour se montrer unie dans la douleur. Le clan Hallyday se déchire. D'un côté, Laetitia Hallyday, seule bénéficiaire de l'héritage de son mari, qui veut protéger ses filles Jade et Joy. De l'autre, Laura Smet et David Hallyday, les aînés déshérités, qui refusent de ne pas avoir le moindre souvenir physique de leur père.

La veuve du Taulier se retrouve prise pour cible de toute part. Le journal satyrique *Le Canard Enchaîné* l'avait comparée à une mante religieuse, elle se fait insulter sur les réseaux sociaux, et même ses fillettes sont victimes de commentaires racistes. Et la télévision n'est pas en reste, puisque l'émission «On n'est pas couché» a décidé de s'en mêler, avec une parodie. La vidéo, illustrée par une version revue et corrigée de la chanson *J'ai un problème*, qui évoque le procès à venir et la «guerre» entre Laetitia Hallyday et Sylvie Vartan, la mère de David Hallyday, a été vivement critiquée sur les réseaux sociaux.

Les internautes ont jugé la séquence «dégueulasse», «violente», «honteuse». En particulier parce que les équipes de Laurent Ruquier ont choisi de l'illustrer d'images de l'enterrement de Johnny Hallyday. Les propos de l'animateur ne passent pas non plus. Ce dernier a déclaré, au sujet de Sylvie Vartan : «On la voit partout en ce moment, alors qu'elle a expliqué qu'elle ne voulait pas laver son linge sale en public. Heureusement alors, parce que sinon qu'est-ce que ce serait...», s'attirant les foudres de ses fans. Encore une fois, la seule dont personne ne semble prendre la défense reste Laetitia Hallyday...

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'émission de France 2 est décriée à cause de ses blagues sur Johnny Hallyday. Il y a deux semaines, la blague de Laurent Ruquier, qui affirmait : «Il arrive encore à allumer le feu, ne serait-ce que dans sa famille. La bonne nouvelle, c'est que cette polémique assurera la promo de l'album posthume qui sortira au printemps prochain», n'avait pas du tout plu aux fans du chanteur.

### BEAUTÉ

## COMMENT APPLIQUER UN MASQUE DU VISAGE EN 3 LEÇONS ?



**P**our vous faire un joli teint, rien de tel qu'un bon masque ! Mais encore faut-il savoir l'appliquer... Voici tous nos conseils pour une utilisation efficace

### FAITES UN PETIT DIAGNOSTIC DE PEAU

Un masque c'est bon pour votre peau à condition qu'il soit adapté. Si vous avez une peau à tendance grasse et que vous appliquez un masque nutritif c'est la cata assurée : votre épiderme va briller comme jamais et de vilains petits boutons feront leur apparition pour cause d'excès de sébum. Il est donc important de viser juste en matière de masque pour ne pas arriver à l'inverse du but recherché. Pour analyser votre type de peau, voici quelques indications simples.

Votre peau tiraille souvent et

vous avez tendance à avoir des rougeurs ? Vous avez la peau sèche. Si elle tiraille seulement sur les joues et que vous avez des brillances sur la zone T (front, nez, menton) votre peau est mixte. Si vous avez tendance à briller de partout : oups, vous avez vraiment la peau grasse.

### UTILISEZ PLUSIEURS TYPES DE MASQUES

Une fois que vous avez déterminé votre type de peau, choisissez tout simplement un masque qui lui correspond. Mais selon les cas, il est plus astucieux de faire plusieurs masques en même temps.

Si vous avez la peau mixte, appliquez plusieurs masques en même temps : un masque à l'argile sur la zone T et un masque réhydratant sur les joues.

Si les premières rides font leur apparition, sachez qu'il existe de très bons masques anti-âge. Cependant si vous avez la peau mixte ou grasse, concentrez vraiment le soin visage sur les ridules en évitant d'en mettre partout car ces masques jeunesse ont tendance à graisser les peaux à tendance grasse.

### SOYEZ RÉGULIÈRE

Pour que vos masques soient efficaces, ne les oubliez pas dans le placard !

Appliquez-les deux à trois fois par semaine pour avoir de beaux résultats.

### ZEN ATTITUDE

## Le bien-être en 4 astuces

**L**a zen attitude commence par un environnement agréable. Au bureau ou à la maison, avec quelques gestes faciles, faites de votre espace vital un lieu rassurant, plein de bonnes ondes et de solutions anti-stress. Nos idées bien-être!

### LA FLAMME D'UNE BOUGIE

La flamme est une vision apaisante, symbole de chaleur, de sérénité et de concentration. Ce n'est pas un hasard si on la retrouve dans tous les lieux de cultes, des temples bouddhistes aux églises ! D'autant que les bougies d'aujourd'hui sont de plus en plus jolies ! En plus d'un beau pot à vos couleurs et dans vos goûts (il en existe de la plus sobre à la plus baroque), choisissez un parfum qui vous apaise, qui deviendra symbole d'une sensation de plénitude. Si les consignes de sécurité ne vous permettent pas de l'allumer, n'abandonnez pas : la cire parfumée exhale généralement ses effluves, même éteinte.

### DES PLANTES DÉPOLLUANTES

Les plantes vertes ont tout bon dans votre environnement ! Non seulement elles transforment le CO<sub>2</sub> en oxygène, mais leur vue enverrait des signaux de sérénité au cerveau. Évitez les plantes qui demandent de l'entretien et découvrez les plantes dépolluantes, celles qui absorbent les polluants ambiants par les feuilles. Des micro-organismes présents dans les racines entrent alors en jeu et convertissent les polluants en produits organiques dont les plantes se nourrissent. Par la transpiration, elles émettent de la vapeur d'eau et régulent



lent ainsi le taux d'humidité de chaque intérieur. A chacune son effet : un cactus contre les ondes des ordinateurs ou des smartphones, un ficus ou un chrysanthème contre l'ammoniac des produits de nettoyage, un lierre ou le gerbera contre le benzène des plastiques et les caoutchoucs, ou encore la Fougère de Boston pour le monoxyde de carbone.

### LA DOUCEUR DES PARFUMS D'AMBIANCE

Un pschitt et vous voilà non seulement débarrassée de l'odeur de cigarette froide de votre collègue, mais plongée dans une évasion olfactive. Mais attention ! Pas question de choisir les parfums d'ambiance costauds dont le but est de faire diversion avec les mauvaises odeurs ! On va ici se diriger vers des senteurs émotionnelles qui apportent du réconfort. Mieux, joindre l'utile à l'agréable en vaporisant des mélanges d'huiles essentielles bénéfiques : anti stress,

relaxation... le choix est vaste en aromathérapie ! Autre option : les diffuseurs. On y dépose quelques gouttes d'huiles essentielles de son choix, ou un mélange et on laisse diffuser. L'avantage ? Ils agissent aussi comme humidificateurs : idéal avec la clim ou le chauffage ! Astucieux : le mini-diffuseur façon clé USB qui se branche sur l'ordinateur !

### PARFUM D'AMBIANCE DU ZEN EN TIROIRS

Dans vos tiroirs, mettez quelques objets «bien-être» qui vous permettront de tenir le coup en cas de coup de pompe ou de coup dur : un brumisateur, quelques lingettes, des inhalateurs bien être, un gel jambes lourdes, un mini déo, des pansements etc.... Pour parer à tous les petits problèmes du quotidien qui gâchent la vie. A dégainer en cas d'urgence : doudous" vous sauveront la mise et vous remonteront le moral.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS ▶▶

## Tennis/Tournoi ITF juniors "La Raquette d'Or" Rihane et Benkaddour directement dans le tableau final

Les tennismen algériens Youcef Rihane et Lynda Benkaddour intégreront directement le tableau final du tournoi international juniors «La Raquette d'Or», prévu du 5 au 10 mars à Mohammadia (Maroc), selon la liste finale d'admission dévoilée dimanche par les organisateurs. Cette compétition de grade 3, sur les courts en terre battue du Royal Tennis Club de Mohammadia, va drainer la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, aussi bien chez les garçons que chez les filles. Parmi eux, le Sud-africain Philip Henning (56e), le Français Titouan Drouguet (64e) et l'Espagnol Alejandro Vedri Asensi (65e), alors que Rihane pointe actuellement au 149e rang. Chez les filles, c'est la Marocaine Diaa El Jardj qui sera tête de série N.1, grâce notamment à son bon classement mondial (56e), alors que Benkaddour pointe actuellement au 312e rang. Les tours qualificatifs sont déjà en cours, mais admis directement dans le tableau final, les deux Algériens ne feront leur entrée en lice qu'à partir de lundi.

## Judo /Open féminin de Varsovie L'Algérie termine à la 13<sup>e</sup> place

La sélection algérienne seniors de judo a terminé à la 13e place de l'Open féminin de Varsovie, grâce notamment à la médaille de bronze de Sonia Asselah chez les plus de 78 kg, décrochée dimanche au second jour de cette compétition, organisée les 3 et 4 mars dans la capitale polonaise. Asselah était la dernière des huit Algériennes engagées dans ce tournoi à monter sur le tatami. Elle a été versée dans la poule «A» où elle a été exemptée du premier tour, faisant qu'elle n'a eu besoin que d'une seule victoire, contre la Polonaise Anna Zaleczna, pour aller en demi-finales où elle s'est finalement inclinée contre l'Ukrainienne Anastasia Sapsai, la future médaillée d'or dans cette catégorie de poids. Asselah s'est ainsi contentée du bronze, mais cette médaille suffit au bonheur de la sélection algérienne car ayant grandement contribué à son classement dans ce tournoi qui drainé la participation de 147 judokas représentant 24 pays. Un peu plus tôt dans la matinée de dimanche, Kaouthar Ouallal avait pris la 7e place chez les moins de 78 kg, après ses deux défaites consécutives, contre la Polonaise Paila Kulga et la Belge Sophie Berger, respectivement au premier tour de la poule «A» et aux repêchages. L'Algérie a été le seul pays africain inscrit dans cette compétition. Outre Asselah et Ouallal, elle a engagé six autres athlètes, à savoir Imène Agouar (-63 kg), Faïza Aïssahine (-52 kg), Amina Belkadi (-63 kg), Yamina Halata (-57 kg), Hadjer Mecerrrem (-48 kg) et Meriem Moussa (-52 kg). Samedi, au premier jour de la compétition, Moussa avait obtenu la 5e place dans sa catégorie de poids, au moment où Aïssahine et Halata s'étaient contentées de la 7e.

Coupe de la CAF/CRB-Nkana FC (Zambie) cet après-midi au 20 août

# Le Chabab souhaite prendre option



Le Chabab de Belouizdad tentera de prolonger l'aventure en compétition africaine en recevant cet après-midi au stade du 20 août 55 d'Alger, la formation zambienne du Nkana FC pour le compte des 1/16e de finale de la Coupe de la Confédération africaine. S'étant qualifié aux dépens du Onze créateur du Mali, le CRB ne veut pas s'arrêter là et veut atteindre au moins la phase des poules de cette compétition. Pour cela, il n'a d'autres choix

que de l'emporter face aux Zambiens dans une rencontre qui, à priori, devrait lui réussir d'autant plus que l'adversaire n'est pas vraiment un foudre de guerre. Toutefois, il faut savoir que ce qui inquiète le plus les gars de Laâkiba c'est le fait qu'ils n'ont pas vraiment d'informations sur cette équipe. Les Rouge et Blanc devraient donc être sur leurs gardes et faire très attention à cette formation. Les coéquipiers de Draoui qui restent sur une contreperformance

à domicile se doivent de se reprendre et rassurer leurs fans après ce nul face à l'OM qui les a inquiété et c'est ce qui les emmené à arrêter une séance d'entraînement pour demander une réaction des joueurs au plus vite pour sauver leur team d'une descente aux enfers, puisque le club est menacé de relégation en Ligue II. Le coach marocain, Rachid Taouessi, promet de faire le nécessaire pour relancer l'équipe et lui donner une nouvelle âme. Il avouera que le CRB se

donnera à fond pour remporter une victoire lors de ce match aller et aborder ainsi le match retour avec une plus grande sérénité. Il lui faudra aussi marquer un maximum de buts pour ne pas se faire surprendre en Zambie. Pour ce match, l'équipe sera amputée sans doute de trois joueurs, à savoir, Heriat, Belaïli et Lakrouit ce qui compliquera un peu la situation de l'équipe même si le driver de l'équipe affirme avoir les solutions qu'il faut pour les remplacer.

Imad M.

## Championnat turc

# Feghouli vise le titre avec Galatasaray

Le milieu international algérien de Galatasaray Sofiane Feghouli, triple passeur décisif lors de la large victoire décrochée samedi soir sur le terrain de la lanterne rouge Karabukspor (7-0) en ouverture de la 24e journée du championnat turc de football, a indiqué qu'il visait le titre avec le club stambouliote. «L'objectif de chacun d'entre nous est d'emmener l'équipe vers le titre cette saison et c'est ce que nous allons faire jusqu'à la dernière journée», a affirmé Feghouli à l'issue de la partie au micro de beIN Sports. Le joueur algérien s'est distingué avec trois passes décisives à son coéquipier français Bafetimbi Gomis, auteur d'un quadruplé lors

de cette rencontre. Il détient désormais 7 offrandes en championnat, soit à une passe de la deuxième place au classement des passeurs, occupée notamment par le Français Mathieu Valbuena (Fenerbahçe) ou encore son coéquipier le Marocain Younes Belhanda. «Nous avons respecté l'adversaire. Nous étions très concentrés, nous avons pressé l'adversaire depuis les premières minutes du match et nous sommes satisfaits du résultat. J'essaie toujours de donner le plus nécessaire à mon équipe et de l'aider à gagner et c'est ce que j'ai fait aujourd'hui», a-t-il ajouté. Galatasaray, dirigé par l'emblématique entraîneur turc Fatih Terim, devra faire

face à la concurrence d'Istanbul Basaksehir avec qui il partage le fauteuil de leader avec 50 points chacun, à dix journées de l'épilogue. Feghouli (28 ans) avait rejoint Galatasaray l'été dernier en provenance de West Ham (Premier League anglaise) pour un contrat de cinq ans. Il avait pris part à 23 matchs avec les «Hammers» la saison écoulée, marquée par des blessures à répétition, inscrivant 3 buts. Écarté de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon, Feghouli n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis juin 2017 sous la conduite de l'ancien sélectionneur, l'Espagnol Lucas Alcaraz.

## Coupe d'Algérie (1/4 de finale)

# JSK-USMB, reporté à une date ultérieure

La rencontre JS Kabylie-USM Blida, comptant pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie, a été reportée à une date ultérieure, a indiqué dimanche la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site. Initialement prévue pour mardi (16h00) au stade 5-Juillet d'Alger suite à la décision du Bureau fédéral de programmer les matchs de Coupe d'Algérie dans des stades devant contenir 20.000 spectateurs au minimum, la rencontre a été finalement reportée à une date ultérieure sans donner plus

de précisions. Le procès-verbal de la Commission d'homologation de la Ligue de football professionnel qui s'est déplacée au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou avant le début de l'actuelle saison 2017-2018 indique que le stade est d'une capacité totale de 14.400 places. Le jeudi 28 décembre 2017, le formulaire d'inscription à la Coupe d'Algérie 2017-2018 envoyé par la JSK indique que la capacité du stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou est de 17.000 places. Sur la base de ces deux docu-

ments officiels, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a donné la possibilité aux dirigeants de la JSK de choisir le stade où ils souhaiteraient accueillir l'USMB en quarts de finale de la Coupe d'Algérie. Le 26 février dernier, Chérif Mellal, nouveau président de la SSPA/JSK avait envoyé un document de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tizi-Ouzou selon lequel un bureau d'étude révèle une augmentation dans la capacité d'accueil du stade à 21.240 places, tout en

sollicitant la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie d'opérer un autre contrôle et en s'engageant à accepter le verdict de cette dernière. Après un dernier contrôle effectué mercredi, la Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a confirmé que la capacité d'accueil du stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou n'atteint pas les 20.000 places et que ce de fait, la rencontre des quarts de finale de la Coupe d'Algérie ne pourra pas se dérouler à Tizi-Ouzou.

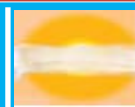




Alger  
Ensoleillé  
Min 8 °C  
Max 16 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 7 °C  
Max 14 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 5 °C  
Max 12 °C

## Renégociation des accords UE-Maroc Appel à arrêter «immédiatement» le processus de consultation

L'association sahraouie de défense des droits de l'homme El-Ghad a appelé lundi la Commission européenne à arrêter immédiatement le processus de consultation mené dans le cadre des négociations avec le Maroc pour la conclusion d'un accord additionnel à l'accord d'association, dénonçant son intention claire de contourner l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJUE) rendu en décembre 2016.

L'association sahraouie a lancé, dans un communiqué, «un appel à la Commission européenne pour qu'elle arrête immédiatement toute consultation avec des acteurs du territoire du Sahara occidental jusqu'à l'obtention de l'autorisation de procéder à des négociations avec le Maroc auprès de l'organe représentatif du peuple du Sahara occidental, le Front Polisario». Relevant le «manque de transparence» de la Commission lors du processus de consultation et de négociations, l'association El-Ghad a exprimé sa profonde inquiétude sur les raisons pour lesquelles l'exécutif européen a entamé un processus de consultation avec des groupes d'acteurs au Sahara occidental sans avoir préalablement obtenu le consentement du représentant du peuple de ce territoire, le Front Polisario. Cette association sahraouie qui affirme avoir été invitée à participer aux consultations menées par la Commission européenne, a estimé que ce processus «n'aurait jamais dû être initié», déplorant les manœuvres de l'exécutif européen qui a tenté de leur faire croire que le Front Polisario a accepté le «processus de consultations». Réitérant son refus de prendre part au processus de consultation initié par la Commission qui «a clairement l'intention de contourner les arrêts de la CJUE en violation du droit international», l'association El-Ghad a soutenu qu'«aucune des organisations citées par la Commission au Parlement européen le 20 février 2018 pour participer au «processus de consultation» n'est représentative du peuple du Sahara occidental». L'association El-Ghad a exprimé, à ce titre, sa frustration quant à la sélection des organisations qui ne s'est pas faite par les représentants du territoire du Sahara occidental, mais par la Commission et Rabat. Selon cette association de défense des droits de l'homme, les parties invitées à participer aux consultations annoncées par la Commission européenne «sont toutes des organisations marocaines présélectionnées et représentent seulement l'intérêt des autorités et des entreprises marocaines» dans les territoires occupés du Sahara occidental. «Ces organisations ne peuvent jamais accorder le consentement du peuple sahraoui», a-t-elle souligné. Le 21 décembre 2016, la CJUE a rendu un jugement établissant clairement que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne s'appliquaient pas au territoire du Sahara occidental. Dans son arrêt, la CJUE soulignait que si l'accord devait s'y appliquer, il faudrait un consentement préalable du peuple sahraoui, c'est-à-dire du Front Polisario, reconnu par l'ONU comme le représentant du peuple du Sahara occidental depuis 1979. L'association s'est dite également préoccupée par la manipulation délibérée des expressions «peuple du Sahara occidental» et «population locale», deux «concepts fondamentalement différents».

T. K.



Société SORFERT

## L'ex-P-DG condamné à 5 ans de prison et à une forte amende



L'ex-P-DG de la société Sorfert, Amr Hassaballah, actuellement en fuite, a été condamné hier par le pôle pénal spécialisé du tribunal de Haï Djamel Eddine (Oran), à cinq ans de prison ferme et à une amende de 27,7 millions de DA, tandis que la directrice juridique de la société, K.F., a écopé de deux ans de prison ferme et d'une amende du même montant. Les mis en cause, tous deux de nationalité égyptienne, sont poursuivis dans une affaire de transfert illicite à l'étranger d'une somme de plus de 300 millions USD. Un troisième prévenu, un transporteur impliqué dans cette affaire, Z. Motrani, a écopé d'une peine d'une année de prison ferme et d'une amende de 200 000 DA. Une amende dite de solidarité d'un montant de 2 millions de DA a été infligée aux deux premiers inculpés dans cette affaire. En outre, le tribunal a confirmé le mandat d'amener international lancé contre l'ex-P-DG de la Sorfert.

Les prévenus ont été, par

contre, jugés non coupables concernant les accusations d'infraction à la législation des changes et de mouvements illicites de capitaux.

Le représentant du ministère public avait requis, auparavant, une peine de 10 ans de prison ferme à l'encontre des deux premiers accusés ainsi que sept ans de prison ferme à l'encontre du transporteur. Le représentant du ministère public a également requis des amendes à l'encontre de chacun des accusés, équivalentes au double de la somme de 16 millions de dollars US détournés. Pour rappel, le tribunal du pôle pénal spécialisé d'Oran avait condamné, le 18 octobre dernier, l'ex-DG de la société Sorfert à 5 ans de prison ferme par contumace et la juriste de l'entreprise à 2 ans de prison ferme.

Une enquête pour transfert illicite à l'étranger de plus de 300 millions USD par Orascom Construction Industries, l'associé de Sonatrach dans la Sorfert dans le cadre de la réalisation du complexe d'engrais à

Arzew, a été ouverte par le pôle judiciaire spécialisé au tribunal d'Oran en 2012.

L'enquête a été enclenchée suite au refus du commissaire aux comptes de la Sorfert de valider un certain nombre d'opérations financières accomplies par cette société dans laquelle la partie égyptienne, qui dispose de 51% de parts, assure la gestion, et en a informé la justice.

Le commissaire aux comptes a refusé de valider ces opérations, car les services financiers de l'entreprise n'ont pas respecté la réglementation algérienne en matière de transferts de devises vers l'étranger.

En outre, en 2015, une tentative de transfert de pas moins de 16 millions USD à l'étranger a été faite, via la BEA, une somme représentant officiellement les salaires des employés étrangers de l'entreprise, alors qu'aucun texte ni autorisation n'avait fait mention auparavant du recrutement d'employés à l'étranger. Lors du procès, le responsable des finances au sein de l'usine Sorfert a évoqué le caractère privé de la société qui la dispenserait de recourir au code des marchés. De leur côté, les responsables de la BEA ont soutenu que le transfert de l'argent était conforme aux procédures, signalant que ce transfert avait l'aval de trois directions centrales de la banque, ainsi que celui de la Banque d'Algérie.

L. T.

Fermée depuis 2010

## Réouverture de la chancellerie danoise en Algérie

Le ministre des Affaires étrangères, M. Abdelkader Messahel, a présidé hier avec son homologue danois, M. Anders Samuelsen, la cérémonie de réouverture de la chancellerie danoise à Alger, sise Rue Doudou Mokhtar à Ben Aknoun (Alger).

S'exprimant en marge de la réouverture de la chancellerie, fermée en 2010, M. Messahel a affirmé que la «réouverture de cette ambassade témoigne de l'intérêt accordé par le Royaume du Danemark aux liens historiques unissant les deux pays et reflète aussi notre souci de renforcer et d'élargir les relations politiques et économiques bilatérales privilégiées». Le ministre a indiqué qu'il rencontrera son

homologue danois en visite officielle de trois jours en Algérie, avec lequel il s'entretiendra, notamment sur la situation dans la région et dans le monde, et sur la coordination de l'action bilatérale au sein de l'ONU.

M. Messahel a également évoqué le Forum d'affaires algéro-danois qui se tiendra aujourd'hui, qualifiant cette rencontre de «très importante pour la consolidation des relations et du partenariat bilatéral».

M. Messahel a, en outre, indiqué que lors de sa visite, le chef de la diplomatie danoise procédera, en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, à la pose de la

première pierre du complexe algéro-danois de fabrication de médicaments.

De son côté, M. Samuelsen s'est félicité de la réouverture de l'ambassade du Danemark en Algérie, mettant en avant l'importance de renforcer les relations politiques et économiques entre les deux pays.

Pour rappel, la visite de travail qu'effectue le chef de la diplomatie danoise en Algérie à l'invitation de son homologue algérien s'inscrit dans le cadre de la poursuite du dialogue politique redynamisé à la faveur de la visite de l'ancien chef de la diplomatie danoise, Kristian Jensenen en février 2016 à Alger.

R. N.

## ACTU...

Jijel

### Une femme percutée mortellement par un train

Une femme âgée de 40 ans a été mortellement percutée dimanche par un train de marchandises reliant Jijel à Skikda, au lieudit Timlikien, relevant de la commune de Sidi Abdelaziz (20 km à l'est de Jijel) a-t-on appris auprès de la Protection civile.

La victime (B.F) a été surprise par le train alors qu'elle tentait de traverser le voie ferrée vers 13h30 dimanche, a précisé la même source, détaillant que la dame avait pris ce raccourci pour rejoindre une école primaire à proximité des lieux.

La même source a ajouté que les riverains empruntent une passerelle piétonne au-dessus de cette voie ferrée.

La dépouille a été évacuée à l'hôpital de la ville de Sidi Abdelaziz et une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cette accident.

Y. N.

Bouira

### 31 bombes artisanales détruites

Trente et une bombes de confection artisanale ont été détruites dimanche, dans une opération de ratissage menée à Bouira par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique lundi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Bouira (1<sup>ère</sup> Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 4 mars 2018, 31 bombes de confection artisanale, tandis que d'autres détachements ont détruit, à Tizi Ouzou (1<sup>ère</sup> RM) et Batna (5<sup>ème</sup> RM), quatre casemates pour terroristes contenant des vivres, et récupéré une quantité de munitions», précise la même source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des gardes-frontières «ont intercepté à Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> RM), huit contrebandiers et saisi trois groupes électrogènes, cinq marteaux-piqueurs et 800 litres de carburant».

H. M.